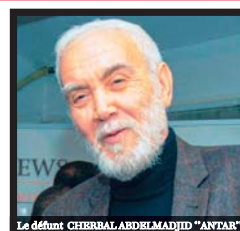


A N N O N C E

La SARL **DK News** vous informe que nous basculons notre adresse mail et site de « .com » à « .dz »
Veuillez trouver ci-joint la nouvelle adresse et le nouveau mail : **Site: www.dknews.dz / e-mail: contact@dknews.dz**
Pour plus d'information veuillez nous contacter au numéro : (00213) 28.05.33.32 / 028.05.31.61

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION



Le défunt: **CHERBAL ABDELMADJID "ANTAR"**

e-mail: contact@dknews.dz
www.dknews.dz /

Mercredi 13 mai 2026 / 25 Dhul-Qi'dah 1447 - N° 4093- 13^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

**Le président de la République
préside une réunion de
travail sur les derniers
préparatifs des législatives**

P.3

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

**Le président de la
République reçoit le
président du Parlement
panafricain**

P.3

FORUM DU GROUPE SPÉCIAL
MÉDITERRANÉE À ROME

**L'Algérie plaide pour
le dialogue et la stabilité
face aux turbulences
géopolitiques**

P.24

ALGÉRIE - ANGOLA

Président angolais : "l'Algérie, un pays frère et un allié sûr et constant"

► **Le président de la
République décoré de l'Ordre
d'Agostinho Neto par le
président angolais**



► **Le président angolais
salue le leadership du
président de la République
dans la lutte contre le
terrorisme et l'extrémisme
en Afrique**

Le président de la République d'Angola, M. Joao Lourenço, a indiqué, hier, que l'Algérie est "un pays frère et un allié sûr et constant" pour l'Angola, rappelant que son pays est devenu indépendant et souverain grâce au soutien apporté par l'Algérie. Dans un discours prononcé lors de la session extraordinaire du Parlement, réuni en ses deux chambres au Palais des Nations (Club des Pins), en présence du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Bouhali, et de membres du Gouvernement, le président angolais a précisé que l'Algérie est "un pays frère et un allié sûr et constant, avec lequel nous partageons toutes les valeurs qui constituent, depuis de longues années, le socle des relations solides entre les deux pays". P.3



GAZ NATUREL

**La Turquie accélère son
rapprochement énergétique
avec l'Algérie et prend
de vitesse l'Europe**

P.6

DIASPORA ALGÉRIENNE

**Un front de mémoire,
de souveraineté et de
développement au service
de l'Algérie nouvelle**

P.4

ARMÉE

**Le Général d'Armée Chanegriha
en visite de travail et
d'inspection en 3^e Région
militaire (MDN)**

P.4

SANTÉ

**SENIORS
L'activité
physique
permet
de mieux
vieillir**

Pp 12-13

FOOTBALL

**CAN-2026 - U17
La Coupe du
monde en ligne
de mire pour
la sélection
algérienne**

P.22



**6^e FESTIVAL
INTERNATIONAL
DU FILM
D'IMEDGHASSEN
À BATNA
Les meilleures
productions
récompensées**

P.16

**CHLEF
Vaste coup
de filet contre
le trafic de
psychotropes
et de cannabis**

P.2

HADJ 2026

Départ du premier contingent de pèlerins de l'aéroport de Ghardaia vers les Lieux saints



Un premier contingent de pèlerins a quitté, lundi soir, l'aéroport Noumérat-Moufidi Zakaria de Ghardaia, à destination des Lieux Saints, dans le cadre de la saison du Hadj 1447H/2026.

Composé de 374 passagers sur un total de 1.122 pèlerins concernés par les vols programmés vers les Lieux saints au départ de l'aéroport de Ghardaia, ce groupe s'est envolé vers Médine en Arabie Saoudite.

Ce premier groupe de pèlerins, ayant bénéficié de toutes les facilités requises, a été salué avant son départ par le wali de Ghardaia, Abdellah Abinouar, en présence des représentants de divers secteurs et de leurs proches.

Approchés par l'APS, de nombreux hadjis ont exprimé leur joie de se rendre aux Lieux saints pour accomplir le cinquième pilier de l'Islam, tout en saluant les efforts déployés par les autorités locales pour le bon déroulement de cette opération.

Le wali a, par ailleurs, inauguré la nouvelle salle d'honneur de l'aéroport Noumérat-Moufidi Zakaria, soulignant l'importance de cette installation qui s'ajoute aux commodités existantes.

ANIE

Tizi-Ouzou : plus de 12.000 nouveaux inscrits sur les listes électorales



Plus de 12.000 nouveaux inscrits sur les listes électorales ont été enregistrés dans la Tizi-Ouzou à la faveur de la révision annuelle et exceptionnelle des listes électorales, a indiqué mardi le président par intérim de l'Assemblée nationale indépendante des élections (ANIE), Karim Khelfane.

En visite d'inspection à la délégation locale de l'ANIE, M. Khelfane a fait état de 12.350 nouveaux inscrits enregistrés sur les listes électorales au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou, après la révision annuelle et exceptionnelle des listes électorales, portant ainsi le nombre total à 694.152 électeurs.

M. Khelfane s'est félicité du travail accompli pour réunir toutes les conditions nécessaires devant assurer la réussite des élections législatives du 2 juillet prochain.

Evoquant les 11 nouvelles wilayas créées récemment, il a assuré que toutes les dispositions au niveau de ces wilayas pour le déroulement du scrutin dans les meilleures conditions possibles, rappelant l'importance de ce rendez-vous national pour le pays.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

30 morts et 1593 blessés en une semaine (Protection civile)



Trente (30) personnes sont décédées et 1593 autres ont été blessées dans 1329 accidents de la route survenus durant la période du 3 au 9 mai courant, dans plusieurs wilayas, indique, mardi, un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tiaret, avec 4 morts et 50 blessés, suite à 22 accidents de la circulation, précise la même source.

Durant la même période, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 547 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (53 incendies), Oran (38) et Blida (25).

S'agissant des cas d'intoxication au monoxyde de carbone émanant de dispositifs de chauffages et chauffage, le secours de la Protection civile ont effectué 7 interventions pour la prise en charge de 10 personnes incommodées par ce gaz, note la même source, déplorant, toutefois, le décès d'une personne à Béjaia.

CHLEF

Vaste coup de filet contre le trafic de psychotropes et de cannabis

Les services de la Sûreté de wilaya de Chlef poursuivent leur offensive contre les réseaux de trafic de stupéfiants et de substances psychotropes à travers une série d'opérations sécuritaires ayant permis récemment l'arrestation de plusieurs individus impliqués dans des activités criminelles liées à la commercialisation de drogues et de psychotropes.

Dans le cadre de cette lutte intensifiée contre les réseaux de distribution de produits prohibés, les unités de la police judiciaire ont mené deux opérations distinctes qui se sont soldées par d'importantes saisies et le démantèlement de réseaux actifs dans plusieurs quartiers de la wilaya.

La première intervention, conduite par la brigade mobile de police judiciaire de la commune d'El Karimia, a permis l'arrestation d'un jeune individu âgé de 22 ans qui exerçait ses activités à proximité d'un établissement scolaire.

La perquisition menée dans le cadre de cette affaire a conduit à la saisie de plusieurs capsules de substances psychotropes de type Prégabaline, de morceaux de cannabis traité ainsi que d'une somme d'argent suspectée de provenir du trafic de drogue.

Une arme blanche prohibée a également été récupérée durant l'opération.

Dans une seconde affaire, les éléments de la brigade de recherche et d'intervention de la Sûreté de wilaya ont réussi à interpellier deux autres individus impliqués dans la commercialisation de psychotropes dans différents quartiers urbains de Chlef.

Cette intervention a permis la saisie de centaines de capsules de Prégabaline fortement dosées ainsi que des revenus issus de leurs activités illicites.

Les suspects arrêtés ont été présentés devant les juridictions compétentes conformément aux procédures judiciaires en vigueur.

Les services de sécurité poursuivent parallèlement leurs investigations afin d'identifier d'éventuelles ramifications de ces réseaux criminels.

Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre la criminalité liée aux stupéfiants et aux substances psychotropes.

Les autorités sécuritaires accordent une attention particulière à la protection des jeunes face à la propagation de ce phénomène qui constitue aujourd'hui l'un des principaux défis sécuritaires et sociaux.

À travers ces interventions, la Sûreté de wilaya de Chlef confirme sa détermination à poursuivre sans relâche les réseaux criminels impliqués dans le trafic de drogue et à renforcer la sécurité publique dans les différents quartiers de la wilaya.

Abed MEGHIT

Horaires des prières



Fajr : 04h01
Dohr : 12h44
Asr : 16h34
Maghreb : 19h48
Isha : 21h21

MÉTÉO

	Température	Humidité
Alger	24°	16%
Oran	26°	16%
Annaba	29°	16%
Béjaia	22°	13%
Tamanrasset	43°	29%

RELIZANE

La Gendarmerie nationale intensifie la lutte contre le vol de bétail avant l'Aïd El-Adha

Face à la recrudescence du phénomène du vol de bétail dans certaines régions rurales, les services de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Relizane ont lancé un vaste dispositif sécuritaire combinant opérations de terrain et campagnes de sensibilisation au profit des éleveurs.

Cette mobilisation intervient à l'approche de l'Aïd El-Adha, période durant laquelle les activités liées à l'élevage et au commerce du bétail connaissent une forte intensification.

Les unités territoriales de la Gendarmerie nationale ont ainsi multiplié les opérations ciblant les réseaux criminels impliqués dans le vol de bétail à travers plusieurs communes de la wilaya.

Ces interventions ont permis l'arrestation de plusieurs suspects, le démantèlement de réseaux spécialisés ainsi que la récupération d'un nombre important de têtes de bétail volées.

Selon les services concernés, ces opérations ont été menées sur la base d'un dispositif sécuritaire rigoureux reposant sur la collecte de renseignements, la surveillance des mouvements suspects et la coordination permanente entre les différentes brigades territoriales.

Cette stratégie vise à renforcer l'efficacité des interventions et à lutter plus efficacement contre ce type de criminalité qui affecte directement les revenus des éleveurs.

Au-delà du volet répressif, les services de la Gendarmerie nationale ont également engagé une large campagne de sensibilisation destinée aux éleveurs et aux propriétaires de bétail.

Les citoyens ont été appelés à renforcer les mesures de sécurité autour des étables et des exploitations d'élevage, à améliorer la surveillance des troupeaux et à signaler rapidement toute activité suspecte aux services compétents.

Les autorités sécuritaires ont également renforcé les patrouilles mobiles et pédestres dans les zones rurales, les marchés de bétail et les régions de pâturage afin d'assurer une présence dissuasive permanente.

Des dispositifs spécifiques ont aussi été mis en place pour sécuriser les centres de regroupement des moutons importés destinés à la vente à l'occasion de l'Aïd.

Abed MEGHIT

TÉLÉPHONIE

Djezzy et la CNR signent un accord de coopération

L'entreprise Djezzy et la Caisse nationale des Reprises (CNR) ont signé un contrat-cadre de coopération visant à promouvoir l'usage des technologies numériques pour l'amélioration du service public au bénéfice des citoyens, indique mardi un communiqué de Djezzy. Le document a été signé par le Directeur général de la CNR, Hafid Adrar et le Directeur général de Djezzy, Boumediene Senouci, en présence de responsables et cadres des deux institutions, lors d'une cérémonie qui s'est déroulée lundi au siège de l'opérateur de téléphonie mobile à Dar El-Beïda, à Alger, précise la même source.

À travers ce partenariat, les deux parties entendent développer leur coopération dans plusieurs domaines liés à la transformation numérique et à l'innovation technologique, ce qui permettra, notamment à la CNR de "bénéficier des solutions et services proposés par Djezzy afin de renforcer la connectivité de ses structures, moderniser ses outils de communication et accompagner la digitalisation de ses services". "Ce contrat-cadre reflète la volonté commune des deux institutions de promouvoir l'usage des technologies numériques au service de l'amélioration du service public et du renforcement de l'efficacité opérationnelle au bénéfice des citoyens", souligne le communiqué.

ALGÉRIE - ANGOLA Président angolais : "l'Algérie, un pays frère et un allié sûr et constant"

Le président de la République d'Angola, M. Joao Lourenço, a indiqué, hier, que l'Algérie est "un pays frère et un allié sûr et constant" pour l'Angola, rappelant que son pays est devenu indépendant et souverain grâce au soutien apporté par l'Algérie.

Dans un discours prononcé lors de la session extraordinaire du Parlement, réuni en ses deux chambres au Palais des Nations (Club des Pins), en présence du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, et de membres du Gouvernement, le président angolais a précisé que l'Algérie est "un pays frère et un allié sûr et constant, avec lequel nous partageons toutes les valeurs qui constituent, depuis de longues années, le socle des relations solides entre les deux pays".

Après avoir salué toutes les aides apportées par l'Algérie à l'Angola, le Président Joao Lourenço a évoqué "l'héritage historique commun unissant les deux pays",



soulignant que "grâce au soutien et à l'appui de l'Algérie, l'Angola est devenu un pays indépendant et souverain, conscient de l'ampleur des défis auxquels il fait face".

Le président angolais salue le leadership du président de la République dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme en Afrique

Le président de la République d'Angola, M. Joao Lourenço, a salué, mardi à Alger, le leadership du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans la lutte contre le terrorisme et toutes les formes d'extrémisme sur le continent africain.

Dans une allocution prononcée lors de la session extraordinaire du Parlement, réuni en ses deux chambres au Palais des Nations (Club des Pins), le président angolais a indiqué que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, est "devenu le champion de l'Union africaine dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme", soulignant que l'Algérie "déploie des efforts considérables, qu'il convient de saluer, pour trouver des solutions aux problèmes et aux défis auxquels est confronté le continent".

L'hôte de l'Algérie a mis en garde contre le danger des organisations terroristes qui déstabilisent les Etats, insistant sur la nécessité d'agir avec fermeté pour éradiquer ce fléau.

Dans son discours, le Président Joao Lourenço a tenu à réaffirmer la solidarité des relations historiques unissant l'Al-

gérie et son pays, rappelant que "grâce au soutien et à l'appui de l'Algérie, l'Angola est devenu un pays indépendant et souverain, conscient de l'ampleur des défis qu'il doit relever".

Il a évoqué, dans ce sens, les défunts Présidents Ahmed Ben Bella et Houari Boumediene, qui, au-delà de leur qualité de présidents de l'Algérie, étaient des "personnalités de premier plan en Afrique", a-t-il dit.

Il a également précisé que l'Algérie est "un pays frère et un allié sûr et constant, avec lequel nous partageons toutes les valeurs qui constituent, depuis de longues années, le socle des relations solides entre les deux pays", soulignant la profondeur des liens qui les unissent, au regard des souffrances endurées par les deux peuples sous le joug du colonialisme, qui a exploité les richesses du continent africain et marginalisé la voix de ses peuples dans les instances internationales.

Le président angolais a rappelé, à ce titre, les massacres du 8 mai 1945 perpétrés par l'occupant français en Algérie. Dans son discours, le Président Joao Lourenço a aussi mis en avant les

positions communes des deux pays et leur convergence de vues sur plusieurs questions internationales et africaines, soulignant "l'importance de définir des priorités communes et de mettre en place des mécanismes de partenariat efficaces au service du développement et de la stabilité sur le continent".

Il a, par ailleurs, insisté sur la nécessité de prêter une attention particulière aux enjeux liés au changement climatique et de renforcer la représentation des pays africains au sein des organisations internationales, estimant que l'Afrique "demeure convoitée de l'extérieur", en raison de ses richesses et de ses ressources.

"Le continent doit s'appuyer sur ses propres capacités et valoriser ses ressources au profit de ses peuples", a-t-il soutenu.

Après avoir appelé au rejet de toutes les formes de discrimination et d'atteinte aux relations internationales fondées sur le respect mutuel, le président angolais a mis en exergue la nécessité de privilégier les solutions diplomatiques et le dialogue pour mettre un terme aux conflits et aux

guerres. Abordant le volet de la coopération bilatérale sous ses divers aspects, le Président Joao Lourenço a indiqué que les relations entre l'Algérie et l'Angola "puisent leurs racines dans le passé commun et l'échange d'expertises", rappelant, par là même, la contribution de l'Algérie à la création de la compagnie nationale angolaise Sonangol, une collaboration qui a, a-t-il dit, constitué "un pilier pour le renforcement du partenariat entre les deux pays et l'exploitation des potentialités disponibles afin de bâtir un avenir fondé sur les échanges et les intérêts mutuels, notamment à travers le soutien aux infrastructures et la promotion du marché commun africain".

Le président angolais a conclu son propos en saluant le soutien apporté par l'Algérie à l'Angola dans le domaine de l'enseignement supérieur, à travers l'octroi de 8000 bourses aux étudiants angolais, affichant la forte volonté de son pays de renforcer les relations de coopération bilatérale "au service des intérêts des deux peuples et de la promotion des valeurs de justice et de solidarité entre les Etats".

Le président de la République décoré de l'Ordre d'Agostinho Neto par le président angolais

Le président de la République d'Angola, M. Joao Manuel Gonçalves Lourenço, a décoré, lundi soir à Alger, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de l'Ordre d'Agostinho Neto, en reconnaissance de ses marques d'amitié sincères, notamment à l'égard du peuple angolais, et de sa précieuse contribution au renforcement des relations bilaté-

rales. Le président angolais a également salué le rayonnement international de l'Algérie sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

De son côté, le président de la République, récipiendaire de la médaille "Sadr" de l'Ordre du mérite national, a décidé de décerner à son frère, le prési-

dent de la République d'Angola, la médaille "Athir", en reconnaissance de son engagement constant en faveur de la consolidation des relations bilatérales et de la préservation des liens historiques de fraternité, de solidarité et de coopération, ainsi que de son attachement à l'unité de l'Afrique et à la défense des causes justes aux niveaux régional et international.

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE Le président de la République préside une réunion de travail sur les derniers préparatifs des législatives

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion de travail, consacrée à l'examen des derniers préparatifs des élections législatives, prévues le 2 juillet prochain, à travers le territoire national et auprès de la communauté algérienne à l'étranger, indique un communiqué de la Présidence de la République. "Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, ce jour, une réunion de travail, consacrée à l'examen des derniers préparatifs des élections législatives, à travers le territoire national et auprès de la communauté algérienne à l'étranger", lit-on dans le communiqué. La réunion s'est déroulée "en présence des responsables concernés par cette opération", ajoute la même source.



PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE Le président de la République reçoit le président du Parlement panafricain

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, le président du Parlement panafricain (PAP), M. Fateh Boutbig. L'audience s'est déroulée en présence du ministre d'Etat, chargé de l'Inspection générale des services de l'Etat et des Collectivités locales, M. Brahim Merad, et du conseiller auprès du président de la République, chargé de la Direction générale de la communication, M. Kamel Sidi Said.

MONTRÉAL (CANADA)

Sofiane Chaib mobilise la diaspora algérienne autour de l'innovation et du développement national

La communauté nationale établie au Canada a été placée au cœur des priorités de l'Etat algérien lors de la visite de travail effectuée à Montréal par le secrétaire d'Etat chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib.

Cette rencontre, organisée dans un climat d'échange direct et constructif, a permis de mettre en lumière le rôle stratégique de la diaspora algérienne dans la dynamique de modernisation et de développement engagée par l'Algérie. Devant une assistance composée de membres de la communauté nationale, de cadres, d'universitaires et d'entrepreneurs établis au Canada, M. Chaib a réaffirmé l'importance accordée par les hautes autorités du pays aux compétences algériennes vivant à l'étranger.

Il a souligné que la diaspora représente aujourd'hui un véritable levier de développement grâce aux expertises scientifiques, économiques et technologiques qu'elle détient dans plusieurs secteurs de pointe.

Cette rencontre interactive, organisée avec la participation en visioconférence du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, s'est transformée en un espace de dialogue autour des opportunités d'investissement, des mécanismes d'accompagnement des compétences algériennes à l'étranger et des nouvelles perspectives offertes par l'écosystème national de l'innovation.

Le secrétaire d'Etat a mis en avant les réformes engagées par l'Etat en faveur de la communauté nationale, notamment la modernisation et la numérisation des services consulaires

afin de simplifier les procédures administratives et d'améliorer la qualité du service public destiné aux citoyens résidant à l'étranger. Il a également évoqué les initiatives visant à renforcer les liens culturels et identitaires avec les nouvelles générations d'Algériens établis hors du pays.

Dans son intervention, M. Chaib a rappelé les avancées politiques réalisées au profit de la diaspora, notamment l'augmentation de sa représentation parlementaire avec l'attribution de deux sièges pour le continent américain.

Une mesure qu'il a présentée comme une illustration concrète de la volonté des pouvoirs publics d'associer davantage les Algériens de l'étranger à la vie nationale et aux grandes orientations du pays.

De son côté, le ministre Noureddine Ouadah a détaillé les différentes mesures mises en place pour encourager l'investissement dans le secteur des start-up et de l'innovation technologique. Il a notamment insisté sur les facilitations accordées aux membres de la diaspora souhaitant lancer des projets innovants en Algérie ou contribuer au transfert de savoir-faire et de technologies. L'échange a également permis à plusieurs membres de la communauté nationale d'exprimer leurs préoccupations, leurs attentes et leurs propositions concernant les mécanismes de coopération avec les institutions nationales. Les discussions ont mis en évidence un intérêt croissant des compétences algériennes du Canada pour participer activement à la dynamique économique et scientifique engagée par le pays.

A. MEGHIT

DIASPORA ALGÉRIENNE Un front de mémoire, de souveraineté et de développement au service de l'Algérie nouvelle

La communauté nationale établie à l'étranger continue d'occuper une place centrale dans la vision stratégique de l'Algérie nouvelle.

Par Abed MEGHIT

Réunis à Alger à l'occasion d'une conférence consacrée au rôle historique et contemporain de la diaspora, responsables institutionnels, représentants associatifs et acteurs de la société civile ont unanimement souligné la nécessité de renforcer les passerelles entre les Algériens de l'étranger et leur pays d'origine afin de consolider les dynamiques nationales de développement, de mémoire et de souveraineté.

Organisée par la Fondation de l'élite algérienne pour la diplomatie et le Mouvement de la dynamique de la communauté algérienne établie en France, en coordination avec El Moudjahid et l'association Machaâl Echahid, cette rencontre a réuni des membres de la famille révolutionnaire, des parlementaires, des universitaires et des représentants de la communauté nationale vivant à l'étranger.

Intervenant lors de cette conférence, le président de la Commission nationale Histoire et Mémoire, Mohamed Lahcen Zeghidi, a affirmé que la diaspora algérienne constitue aujourd'hui un partenaire clé dans l'édification du pays grâce aux compétences scientifiques, aux expertises professionnelles et aux capacités d'influence dont elle dispose à travers le monde.

Revenant sur les grandes étapes de l'histoire nationale, M. Zeghidi a rappelé que la communauté algérienne établie en

France a joué un rôle déterminant dans la structuration du mouvement national et dans l'émergence de la conscience révolutionnaire ayant conduit à la guerre de libération nationale.

Il a souligné que les premières formes d'organisation politique du nationalisme algérien se sont développées au sein de l'émigration, notamment autour de l'Etoile nord-africaine.

L'historien a également mis en avant le rôle crucial joué par les Algériens de l'étranger dans le financement de la Révolution, le soutien diplomatique au Gouvernement provisoire de la République algérienne et la défense de la cause nationale sur la scène internationale. Pour lui, cet héritage historique impose aujourd'hui la nécessité de préserver la mémoire collective de l'émigration algérienne et de valoriser ses contributions politiques, culturelles et civilisationnelles. Dans cette perspective, M. Zeghidi a appelé les membres de la diaspora à poursuivre leur engagement national à travers l'investissement, le transfert d'expertise, la formation et l'accompagnement des jeunes générations.

Il a insisté sur le fait que les compétences algériennes établies à l'étranger représentent une richesse stratégique capable d'accompagner les transformations économiques et technologiques du pays.

La présidente de la Fondation de l'élite algérienne pour la diplomatie, Randa Hamal, a pour sa part salué le patriotisme

constant de la communauté nationale à l'étranger, rappelant que celle-ci continue de défendre les intérêts de l'Algérie et de préserver l'identité nationale dans les pays d'accueil.

Elle a mis en avant l'importance de renforcer le lien entre les nouvelles générations issues de l'émigration et leur histoire nationale afin de consolider le sentiment d'appartenance.

Le secrétaire général du MOUDAF, Nasser Khabat, a appelé à l'unité nationale face aux défis et aux campagnes ciblant l'Algérie.

Il a affirmé que la défense de la souveraineté nationale constitue une responsabilité collective impliquant tous les Algériens, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. La rencontre s'est achevée par la signature d'une convention de coopération et de partenariat entre la FEAD et le MOUDAF, destinée à développer des initiatives communes dans les domaines de la mémoire, de la diplomatie citoyenne et du rapprochement entre les compétences nationales à l'étranger et les institutions algériennes.

À travers cette conférence, les organisateurs ont voulu rappeler que la diaspora algérienne ne représente pas uniquement une communauté vivant hors des frontières nationales, mais une force stratégique capable de contribuer activement au rayonnement, à la stabilité et au développement de l'Algérie sur les plans continental et international.

ARMÉE

Le Général d'Armée Chanegriha en visite de travail et d'inspection en 3^e Région militaire (MDN)

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a entamé mardi, une visite de travail et d'inspection en 3^e Région militaire, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre du suivi de l'exécution du programme de préparation au combat 2025/2026 à travers l'ensemble des Régions militaires, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, effectuée, à partir d'aujourd'hui, mardi 12 mai 2026, une visite de travail et d'inspection en 3^e Région militaire", précise la même source.

La visite a été entamée depuis le siège du Commandement de la région à Béchar, où après la cérémonie d'accueil donnée par le Général-major Nasreddine Fodhil, Commandant de la 3^e Région militaire, le Général d'Armée Chanegriha a observé un moment de recueillement à la mémoire du héros martyr Mostefa Ben Boulaid, dont le siège du commandement de la région porte le nom, et a déposé une gerbe de fleurs devant sa stèle commémorative, avant de réciter la Fatiha à sa mémoire et à celle des valeureux Chouhad.

Lors de sa rencontre avec les cadres et les personnels de la Région, le Général d'Armée Chanegriha a prononcé une allo-

cutation d'orientation, suivie par visioconférence, par l'ensemble des personnels de la 3^e Région militaire, dans laquelle il a souligné que, "malgré les grands troubles géopolitiques que connaît le monde, l'Algérie demeure forte et résiliente face à leurs effets dévastateurs, et ce, grâce à trois facteurs clés".

"Le monde est aujourd'hui confronté à un contexte d'instabilité géopolitique aigue, qui engendre des conséquences économiques préoccupantes pour la plupart des pays, notamment en raison de la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales", a-t-il dit, ajoutant que "l'inflation et la récession sont désormais les signes prédominants dans un paysage économique mondial inédit, de par son ampleur et sa portée géopolitique".

Le Général d'Armée Chanegriha a, dans ce sens, relevé que "malgré ces troubles, l'Algérie demeure résiliente face à leurs effets dévastateurs, grâce à trois éléments clés".

Le premier étant "la résilience économique, qui se renforce par les grands projets réalisés, à l'instar du projet de voie ferrée reliant Béchar et Gara Djebilet à Tindouf", explique le Général d'Armée, soulignant que "loin de constituer de simples investissements conjoncturels, ces réalisations contribueront à façonner un modèle de développement capable d'absorber les chocs, de conférer une immu-

unité économique nationale et de contribuer à la montée stratégique de notre pays".

Le deuxième élément concerne, quant à lui, "la cohésion sociale et l'unité de notre front intérieur, qui se consolide davantage, grâce à la prise de conscience croissante de notre peuple dans toute sa diversité, ainsi qu'à l'engagement de nos élites nationales, qui comprennent parfaitement les motivations et les enjeux des complots visant à perturber le processus de développement multidimensionnel que notre pays a entrepris ces dernières années".

Le troisième facteur clé - a-t-il poursuivi - consiste à "la préparation et la vigilance permanentes de nos forces armées, qui représentent la pierre angulaire de cette résilience et de cette force stratégique unique".

En effet, ces forces ne se limitent pas à assurer la sécurité de notre territoire national, mais contribuent également à la promotion de l'image d'un Etat fort et sûr dans un environnement instable".

"Cela est confirmé par la confiance croissante de nos partenaires étrangers, comme en témoignent les visites fréquentes des hauts responsables militaires et politiques des différents pays amis, plaçant notre pays au premier plan de l'agenda des acteurs régionaux et internationaux", note le Général d'Armée Chanegriha. Il a affirmé, dans le même contexte,

que "cette dynamique ascendante des réalisations n'est pas seulement le résultat d'un pan important de l'histoire contemporaine de notre pays, mais représente également un investissement stratégique dans la +résilience globale+, garante d'une présence active dans un monde en pleine transformation".

Par conséquent, "cette dynamique ascendante des réalisations, portée par les efforts des hommes loyaux au sein de toutes les institutions de l'Etat, sous la conduite éclairée de Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef Suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, n'est pas seulement le bilan d'un pan important de l'histoire contemporaine de notre pays, mais représente également un investissement stratégique dans la "résilience globale", garante d'une présence active dans un monde en pleine transformation", a-t-il insisté.

Au terme de cette rencontre, le Général d'Armée Chanegriha a écouté les interventions et les préoccupations des personnels de la 3^e Région militaire, qui ont exprimé "leur volonté de poursuivre les efforts, en vue d'accomplir au mieux les missions assignées, notamment en matière de sécurisation des frontières et de protection du territoire national contre tous les fléaux et les éventuelles menaces", conclut le communiqué du MDN.

APS

EL TARF

Une prévision de récolte de plus de 7.500 quintaux de liège

La conservation des forêts de la wilaya d'El Tarf prévoit de récolter 7.518 quintaux de liège, au titre de la campagne de levée de l'année 2026, a indiqué, hier, le responsable local du secteur, Abdelaziz Belahdji.

Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que les opérations d'écorage seront effectuées sur une superficie totale de 2.951 hectares de forêts de chêne-liège situées dans les communes d'El Tarf, de Bougous, de Bouhadjar, d'Asfour, d'El Kala, de Raml Souk, Hammam Beni-Salah, de Ben M'hidi, de Chihani et d'Ain Kerma.

Rappelant que la campagne de l'année précédente (2025) s'était soldée par une récolte de 4.458 quintaux sur une superficie de 1.500 hectares, M. Belahdji a indiqué que la collecte de cette année, qui sera entamée "début juin prochain", a été confiée à l'entreprise régionale de génie rural "Babor" (projet d'El Kala)



en vertu d'une convention-cadre conclue entre la direction générale des forêts et cette entreprise.

Pour garantir le succès de la campagne de récolte, l'entreprise en question a

mobilisé 500 travailleurs saisonniers, 6 camions et 6 tracteurs, a encore fait savoir le conservateur des forêts, rappelant que la wilaya d'El Tarf dispose d'une richesse forestière

s'étendant sur 179.000 hectares constitués, notamment, de chêne-liège, de chêne, de hêtre, d'orme, de saule, d'eucalyptus et de différentes espèces de pins.

RELIZANE

Réception de 8 centres de proximité de stockage des céréales avant la fin mai

Huit (08) centres de proximité de stockage des céréales seront réceptionnés dans la wilaya de Relizane, avant la fin du mois de mai en cours, ce qui permettra de renforcer les capacités de stockage de la wilaya et de contribuer à la préservation des récoltes agricoles, ainsi qu'au soutien de la sécurité alimentaire, a indiqué, lundi, le wali Kamel Berkane.

M. Berkane a précisé, en marge de la réception du centre intermédiaire de proximité de stockage des céréales "Chahid Bah-loul-Ahmed", implanté dans la commune de Belassel-Bouzegza, que "ce centre constitue l'une des nombreuses infrastructures stratégiques réalisées dans le cadre du renforcement des capacités de stockage", indiquant que "les autres centres seront réceptionnés, dans les prochaines semaines, soit avant la fin du mois de



mai en cours". Le premier responsable de l'Exécutif local a ajouté que "ces infrastructures s'inscrivent dans la stratégie de l'Etat visant à renforcer la sécurité alimentaire et à atteindre l'autosuffisance en céréales, considérées comme des cultures stratégiques", soulignant que "ces structures permettront de porter les capacités de stockage des

céréales de la wilaya à plus d'1 million 300.000 quintaux". De son côté, le directeur des Services agricoles (DSA) de la wilaya de Relizane, Djallal Garmoui, a expliqué que ces centres sont répartis à travers les communes de Sidi-Khettab, Belassel-Bouzegza, Had-Chekala, Ouled-Aïch, Sidi-M'Hamed Benali et Oued-Essalem, doté chacun d'une capacité de

stockage estimée à 50.000 quintaux. Il a affirmé que ces infrastructures contribueront à la réussite de la campagne de moissonnage de la saison agricole en cours. Ces installations comprennent des unités de stockage équipées de différents systèmes de levage et de stockage, ainsi que des blocs administratifs et des systèmes de contrôle de la qualité des céréales et des poids, en plus d'autres équipements techniques, selon les explications fournies sur place.

Ces projets devront entrer en service lors du lancement de la prochaine campagne de moissonnage, ce qui contribuera au renforcement des capacités de stockage des céréales dans la wilaya de Relizane et au développement de la filière céréalière dans la région, a fait savoir le même responsable.

TLEMCCEN

Une enveloppe budgétaire de 2,7 milliards DA pour renforcer l'AEP

Une enveloppe financière de 2.7 milliards de dinars a été consacrée, dans la wilaya de Tlemcen, à la réalisation de huit projets destinés à améliorer l'alimentation en eau potable, a-t-on appris, hier, auprès des services de la wilaya.

La même source a précisé que ces projets comprennent la réalisation de 14 réservoirs d'eau d'une capacité variant entre 500, 1.000 et 2.000 mètres cubes, dans le but de renforcer l'approvisionnement en eau potable des communes du couloir ouest de la wilaya. Ils portent également sur la réhabilitation des réseaux de distribution vétustes, ainsi que des stations de pompage relevant de la chaîne de production.

Les opérations programmées incluent aussi le renouvellement du doublement des conduites d'adduction dans la région de "Zaouia", commune de Beni-Boussaïd, ainsi que l'acquisition de compteurs destinés au contrôle et à la régulation des volumes d'eau distribués, afin de rationaliser la consommation et limiter le gaspillage. Ces mesures concerneront les communes de Msirda Fouaga, Sidi-Medjahed, Bab El Assa, Maghnia, Beni Boussaïd, Nedroma et Ghazaouet, a indiqué la même source.

Elle a ajouté que les autorités de la wilaya ont supervisé, hier, l'installation des entreprises de réalisation sur huit sites répartis à travers les différentes communes concernées, marquant ainsi le lancement de la première phase de ces projets, pour une enveloppe financière estimée à 1,3 milliard de dinars.

Selon la même source, les entreprises chargées de la deuxième phase devraient être installées, la semaine prochaine, au niveau des communes de Ghazaouet et Nedroma, faisant observer que "l'ensemble des projets devrait être réceptionné au début du mois de septembre prochain".

Ces projets contribueront à améliorer la fréquence de distribution de l'eau potable et à assurer un approvisionnement régulier et stable, soit quotidiennement ou selon un système de distribution alternée un jour sur deux, a-t-on souligné.

ORAN

Projet de réalisation d'une école de formation relevant de "Sonelgaz"

Un projet de réalisation d'une école de formation relevant de la Société algérienne de l'électricité et du gaz "Sonelgaz" est prévu dans la ville d'Oran, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Une opération de relogement de quatre familles, qui occupaient temporairement l'ancien bâtiment du lycée "Gadiri Hocine" situé dans le quartier de Sidi El-Houari, vers de nouveaux logements au pôle urbain de Oued Tlelat, a été effectuée, mardi, a-t-on fait savoir de même source, ajoutant que cette opération vise à récupérer le bâtiment et à entamer son aménagement pour accueillir le nouvel établissement de formation de Sonelgaz.

Le wali d'Oran, Brahim Ouchene, qui a supervisé cette opération, a insisté sur la nécessité d'accélérer l'achèvement de toutes les procédures administratives et organisationnelles liées à la transformation et à l'exploitation du bâtiment, afin de le remettre dans les plus brefs délais à "Sonelgaz" pour lancer la concrétisation du projet.

Selon la société "Sonelgaz", cette structure de formation constituera une valeur ajoutée pour le secteur de l'énergie. Elle sera dédiée à la formation et à la qualification des employés de l'entreprise dans divers domaines liés à ses activités, notamment la maintenance, la sécurité industrielle, la numérisation, la gestion technique, entre autres.

Le projet s'inscrit également dans la démarche de "Sonelgaz" visant à développer les ressources humaines et à améliorer les compétences de son personnel, à travers la mise en place d'espaces de formation modernes adaptés aux transformations technologiques que connaît le secteur de l'énergie, contribuant ainsi à l'amélioration des performances et des prestations au profit des citoyens.

GUELMA

Production prévisionnelle de plus de 160.000 quintaux de semences de céréales

Une production de plus de 160.000 quintaux de semences de céréales toutes variétés confondues est attendue dans la wilaya de Guelma au terme de l'actuelle saison agricole 2025-2026, a-t-on appris mardi auprès de la Coopérative de céréales et légumes secs (CCLS) de la wilaya.

Ces quantités considérables devront être récoltées sur une superficie totale de 4.600 hectares appartenant à 90 agriculteurs adhérant au programme d'intensification des semences de céréales, a précisé à l'APS le directeur-adjoint de la coopérative, Nouri Bouchebout. La récolte de cette saison représentera une augmentation sensible comparativement à la saison précédente du fait que 1000 hectares supplémentaires ont été réservés à l'intensification des semences de cé-

réales, selon la même source. La production attendue sera presque "le double" des besoins annuels de la wilaya en semences (blé et orge) estimés entre 80.000 et 90.000 quintaux de sorte à assurer l'autosuffisance de la wilaya en semences de céréales et le surplus sera transféré vers les autres wilayas permettant ainsi de réduire la dépendance envers les semences d'importation et d'en maîtriser la qualité, a ajouté le même cadre.

Des sorties de vérification du respect de l'itinéraire technique de cette spéculation seront organisées vers les champs concernés pour en vérifier la conformité aux conditions requises et exhorter les producteurs au tri pour garantir une qualité supérieure des semences, selon encore la même source.

GAZ NATUREL

La Turquie accélère son rapprochement énergétique avec l'Algérie et prend de vitesse l'Europe

La Turquie avance ses pions avec détermination dans le dossier hautement stratégique du gaz naturel algérien, au moment où plusieurs capitales européennes continuent d'afficher des hésitations sur les engagements énergétiques de long terme.

Par **Abed Meghit**

Ankara multiplie désormais les signaux en direction d'Alger afin de consolider un partenariat énergétique appelé à prendre une dimension encore plus importante dans les prochaines années.

Au cœur de cette dynamique figure la volonté turque de prolonger et de renforcer l'accord de fourniture de gaz naturel liquéfié reliant Sonatrach à la compagnie turque BOTAS, un contrat majeur qui arrive à échéance en septembre 2027.

Cette orientation marque une nouvelle étape dans la coopération énergétique entre les deux pays et traduit la stratégie ambitieuse de la Turquie visant à sécuriser durablement ses besoins énergétiques tout en renforçant son rôle de plateforme régionale incontournable dans la redistribution du gaz vers l'Europe du Sud-Est.

L'annonce faite par le ministre turc de l'Énergie, Alparslan Bayraktar, en marge de la visite d'État du président Abdelmadjid Tebboune à Ankara, a d'ailleurs été perçue comme un message politique et économique fort adressé aux pays européens.

Alors que plusieurs États de l'Union européenne demeurent prudents dans la signature de nouveaux contrats gaziers à long terme en raison de leurs engagements environnementaux et de leurs politiques de décarbonation, la Turquie adopte une approche diamétralement opposée.

Ankara propose à l'Algérie une relation énergétique stable, durable et sécurisée, basée sur des engagements clairs et des garanties solides.

Une stratégie qui séduit particulièrement Sonatrach, soucieuse d'obtenir une meilleure visibilité financière pour soutenir ses vastes programmes d'investissement.

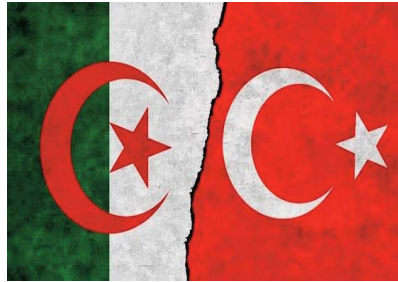
La Turquie importe actuellement près de 4,4 milliards de mètres cubes de gaz naturel liquéfié algérien chaque année, mais les autorités turques souhaitent porter rapidement ce volume à environ 6,5 milliards de mètres cubes dans le cadre d'un nouveau contrat dont la durée pourrait s'étendre entre cinq et dix ans.

Si ce projet aboutit, l'Algérie couvrirait à elle seule près du tiers des besoins turcs en gaz liquéfié, consolidant ainsi sa place parmi les partenaires énergétiques stratégiques d'Ankara.

Ce repositionnement de la Turquie intervient dans un contexte énergétique mondial marqué par une forte compétition autour des ressources gazières et des corridors d'approvisionnement.

En renforçant ses importations depuis l'Algérie, Ankara ambitionne également de devenir un centre régional de redistribution du gaz vers plusieurs marchés européens, notamment la Bulgarie et certains pays du Sud-Est européen.

Une partie du gaz algérien pourrait ainsi être ré-exportée à travers les infrastructures turques, renforçant davantage le poids géostratégique de la Turquie



dans l'équation énergétique régionale. Mais l'ambition turque ne se limite pas à l'achat de gaz.

Les discussions engagées entre la compagnie publique turque TPAO et Sonatrach témoignent d'une volonté d'aller beaucoup plus loin dans le partenariat énergétique.

Ankara propose désormais de participer directement aux opérations d'exploration et de production en Algérie grâce à ses navires sismiques et ses plateformes de forage modernes.

Une coopération qui pourrait permettre à la Turquie de passer du statut de simple client énergétique à celui de partenaire industriel stratégique impliqué dans le développement de nouveaux gisements.

Pour l'Algérie, cette proposition intervient à un moment particulièrement important.

Malgré son statut de grand producteur gazier et de fournisseur majeur de l'Europe, le pays doit faire face à une hausse constante de la consommation intérieure ainsi qu'à la nécessité d'augmenter ses capacités de production afin de répondre à la demande internationale.

Dans cette perspective, le vaste programme d'investissement de Sonatrach estimé à 60 milliards de dollars pour la période 2023-2029 constitue un axe central de la stratégie énergétique nationale.

Le lancement de l'appel d'offres international « Algeria Bid Round 2026 » s'inscrit également dans cette logique d'expansion et de recherche de nouveaux partenaires capables d'accompagner les ambitions énergétiques algériennes.

L'engagement turc sur le long terme offre ainsi à Sonatrach une stabilité financière et commerciale précieuse dans un contexte mondial marqué par l'incertitude énergétique.

À travers cette offensive diplomatique et énergétique, la Turquie envoie un signal clair : elle entend consolider sa sécurité énergétique tout en renforçant son influence régionale grâce à une coopération privilégiée avec l'Algérie.

Une dynamique qui repositionne davantage le gaz algérien au centre des grands équilibres énergétiques méditerranéens et qui confirme la place stratégique d'Alger dans les enjeux énergétiques mondiaux.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Rezig engage les banques dans une nouvelle dynamique de financement des opérations de vente en l'état

Le gouvernement poursuit ses efforts de réorganisation et de modernisation du commerce extérieur à travers un renforcement de la coordination entre les institutions financières et les opérateurs économiques.

Dans cette perspective, le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a présidé lundi une importante réunion de travail consacrée au financement et à l'encadrement des activités liées à la vente en l'état.

Cette rencontre, tenue en présence de cadres du ministère, de représentants de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers ainsi que des banques commerciales habilitées à effectuer des opérations de commerce extérieur, s'inscrit dans une démarche visant à améliorer les mécanismes de gestion et de financement des échanges commerciaux dans un contexte marqué par la volonté des autorités de renforcer la transparence et l'efficacité du système économique national.

Au centre des discussions figuraient les modalités de domiciliation du programme prévisionnel des entreprises actives dans la vente en l'état, un segment commercial nécessitant une coordination étroite entre les opérateurs et les établissements bancaires afin de garantir la fluidité des transactions et le respect des procédures réglementaires en vigueur.

Les participants ont également examiné les mécanismes de financement des opérations commerciales ainsi que les dispositifs de gestion bancaire destinés à accompagner les entreprises concernées.

Cette coordination vise notamment à assurer une meilleure visibilité sur les programmes d'importation, à renforcer le suivi des opérations financières et à consolider les outils de contrôle dans le domaine du commerce extérieur.

Cette initiative intervient dans un contexte où les autorités publiques multiplient les réformes destinées à rationaliser les importations, à encourager une meilleure organisation des flux commerciaux et à instaurer davantage de transparence dans les circuits de financement.

Le rôle du secteur bancaire apparaît ainsi comme central dans la mise en œuvre des nouvelles orientations économiques du pays.

En réunissant les représentants des banques commerciales autour de cette question stratégique, le ministère du Commerce extérieur entend harmoniser les procédures, faciliter les opérations des entreprises et instaurer une coordination permanente entre les différents intervenants du secteur.

Cette démarche reflète également la volonté des pouvoirs publics de créer un environnement commercial plus structuré et plus performant, capable de soutenir la dynamique économique nationale tout en préservant les équilibres financiers et les intérêts du marché algérien.

La réunion présidée par M. Rezig confirme ainsi l'importance accordée à la modernisation des outils de financement du commerce extérieur et au renforcement du partenariat entre les institutions financières et les acteurs économiques dans le cadre de la nouvelle politique économique de l'Algérie.

Abed M.

CACOBATPH

Lancement du mécanisme "tiers déclarant" pour simplifier et moderniser les services au profit des entreprises affiliées

La Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CACOBATPH) a signé, lundi à Alger, une convention avec l'Ordre national des experts-comptables et l'Organisation nationale des comptables agréés (ONCA), portant sur la mise en œuvre du nouveau mécanisme "tiers déclarant", visant à simplifier et à moderniser les services destinés aux entreprises affiliées.

Ce mécanisme tend à organiser l'intervention des professionnels (comptables agréés et experts-comptables) qui effectueront les déclarations et diverses transactions pour le compte des em-

ployeurs (entreprises affiliées à la Caisse), en qualité de tierce partie dans le processus déclaratif, via le portail numérique de la Caisse "TASRIHATCOM".

Cette opération vise à "mettre la CACOBATPH en conformité avec les lois en vigueur concernant la protection des données, afin de renforcer la sécurisation des informations sur les entreprises affiliées à la Caisse et les travailleurs déclarés, tout en offrant des services numériques fiables et en garantissant la flexibilité et la célérité dans l'exécution des diverses transactions".

S'exprimant à cette occasion, le DG de la CACOBATPH, Abdelmadjid Chekakri, a souligné que cette démarche s'inscrit

dans le cadre des efforts de modernisation des services et de rapprochement de l'administration du citoyen, qualifiant ce mécanisme de "trait d'union entre la Caisse et ses partenaires des cabinets comptables ainsi que les entreprises affiliées". Cette nouvelle mesure ambitionne de "fournir un environnement de travail numérique clair, sécurisé et flexible, permettant la gestion de l'ensemble des obligations déclaratives et des transactions administratives via un compte unique dédié aux titulaires de cabinets comptables, garantissant ainsi un gain de temps et d'effort tout en améliorant l'efficacité de la performance administrative", a-t-il expliqué. A son

tour, le président de l'Ordre national des experts-comptables, Abdelkrim Bouhouche, a indiqué que la conclusion de ladite convention avec la CACOBATPH traduit "une vision commune sur l'adoption d'un système moderne, récent et efficace dans le cadre du renforcement de la numérisation dans ce domaine". Le président de l'ONCA, Nasr-eddine Bouragaa, a, quant à lui, relevé que l'objectif de cette convention est de "renforcer la coopération avec la CACOBATPH dans le cadre de ce nouveau mécanisme électronique, qui est à même de faciliter ce type de transactions".

APS

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE Kouidri souligne la nécessité d'un approvisionnement régulier du marché en médicaments

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a reçu, mardi à Alger, nombre d'opérateurs économiques dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, auxquels il a souligné la nécessité d'assurer un approvisionnement régulier du marché en médicaments, indique un communiqué du ministère.



M. Kouidri a donné, lors de cette rencontre, "un ensemble d'orientations visant à assurer un approvisionnement régulier du marché national en différents médicaments, tout en soulignant l'importance de renforcer la coordination entre différents acteurs et de veiller à assurer la disponibi-

lité des produits pharmaceutiques en quantités suffisantes, afin de répondre aux besoins des citoyens et préserver la stabilité du marché national", précise le communiqué.

La rencontre qui s'est déroulée en présence du président de l'Union nationale des opérateurs

de la pharmacie (UNOP), Abderrahim Zohir Nadir et du vice-président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Abdelouahed Kerrar, a été l'occasion d'examiner les préoccupations des professionnels et des opérateurs économiques, ajoute le communiqué.

PREMIER MINISTRE Plus de 20.000 projets enregistrés auprès de l'AAPI

Le nombre de projets enregistrés auprès de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a dépassé les 20.000 projets, pour une valeur supérieure à 9.000 milliards de DA, a fait savoir, lundi à Alger, le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, lors de l'ouverture de la journée d'information sur les nouvelles dispositions juridiques encadrant le guichet unique de l'investissement. A cette oc-

casion, le Premier ministre a précisé que "l'entrée en vigueur du système d'investissement a permis à l'AAPI d'enregistrer plus de 20.000 projets d'investissement, pour une valeur globale déclarée dépassant 9.000 milliards de DA, avec la création attendue de plus de 525.000 emplois".

Ces chiffres "ne sont pas de simples indicateurs statistiques, mais une preuve irréfutable du retour de la confiance", a-

t-il assuré, soulignant qu'une restructuration de l'Agence a été engagée, en sus de la révision des principaux textes sectoriels, afin de "simplifier le système d'investissement dans son ensemble, mettre fin à la lenteur du traitement des demandes et à la complexité des procédures administratives qui entravent la concrétisation des projets, et ce, sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune".

Cette journée d'information "constitue une étape importante pour renforcer notre système d'investissement conformément à la vision réformatrice définie par le président de la République et à sa volonté constante réaffirmée à maintes reprises, de bâtir une économie forte, diversifiée et résiliente, tournée en toute confiance vers l'avenir", a ajouté le Premier ministre.

SKIKDA Journée d'information sur la régularisation fiscale volontaire et l'assainissement des dettes fiscales

Le dispositif de régularisation fiscale volontaire et l'assainissement des dettes fiscales étaient, lundi à Skikda, au centre d'une journée d'information organisée par la direction locale des impôts afin d'expliquer aux opérateurs économiques les facilités fiscales introduites par la loi de finances de 2026.

M. Amar Hatrak, directeur des impôts de la wilaya de Skikda, a précisé, dans une déclaration à l'APS, que cette rencontre, abritée par la bibliothèque principale de lecture publique, permettra d'expliquer par le détail les facilités prévues dans les articles 93 et 122 de la loi de finances, avant de souligner que la prise en charge des dettes fiscales s'opère à travers deux axes principaux : la réguli-

sation fiscale volontaire, qui permet aux personnes physiques et morales de déclarer les fonds non déclarés et de les intégrer dans le cycle économique, et l'assainissement des dettes fiscales qui a fait l'objet d'une annulation automatiquement toutes les dettes constatées en 2011 et antérieurement, en plus des abattements pouvant atteindre 30 % accordés aux opérateurs économiques ayant réglé leurs dettes fiscales pour la période 2012-2025 avant le 31 décembre 2026.

De son côté, le responsable du Centre de proximité des impôts (CPI) d'Azzaba, Samir Sattouh, a souligné, dans sa communication, que la mesure d'annulation des dettes fiscales pour l'année 2011 et les années précédentes "procède

de la volonté de l'Etat de donner un nouvel élan aux entreprises", ajoutant que l'administration fiscale se chargera automatiquement de l'effacement des dettes non recouvrées conformément aux textes réglementaires en vigueur, permettant ainsi aux entreprises d'ouvrir une nouvelle page et de poursuivre leurs activités dans de meilleures conditions.

Le programme de cette journée d'information a donné lieu à des interventions de cadres de la direction régionale des impôts (DRI) qui ont abordé différentes questions liées à la régularisation fiscale volontaire, l'annulation des dettes fiscales de l'année 2011 et des années antérieures, ainsi que les mécanismes d'assainissement des dettes fiscales entre 2012 et 2025.

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

CHINE

La hausse des prix à la production confirme le regain d'activité industrielle

L'économie chinoise affiche de nouveaux signes de dynamisme avec la progression de l'indice des prix à la production, un indicateur étroitement surveillé par les marchés et les analystes internationaux.

Selon les données publiées par le Bureau d'État des statistiques chinois, l'indice des prix à la production a enregistré en avril une hausse annuelle de 2,8 %, traduisant une reprise progressive de l'activité industrielle dans plusieurs secteurs stratégiques du pays.

Cette évolution reflète les transformations en cours au sein de la deuxième économie mondiale, alors que Pékin poursuit ses efforts pour consolider la relance économique dans un contexte international marqué par les tensions commerciales, les fluctuations énergétiques et les incertitudes liées à la croissance mondiale.

Sur une base mensuelle, l'indice a également progressé de manière notable avec une augmentation de 1,7 % en avril, contre 1 % le mois précédent.

Cette accélération témoigne d'un renforcement de la demande dans plusieurs branches industrielles ainsi que d'une amélioration des conditions de marché dans certains secteurs clés de l'économie chinoise.

Les autorités statistiques chinoises attribuent principalement cette hausse à trois facteurs majeurs.

Le premier concerne l'évolution des prix dans le secteur pétrolier national, fortement influencé par les variations des cours internationaux de l'énergie.

Les fluctuations du marché mondial du pétrole continuent en effet d'avoir un impact direct sur les coûts de production des industries chinoises.

Le deuxième facteur réside dans la reprise progressive de la demande intérieure dans plusieurs domaines industriels, notamment les secteurs liés à la construction, à la fabrication d'équipements et aux matières premières.

Cette tendance traduit un certain regain d'activité après les ralentissements observés ces dernières années.

Enfin, les autorités évoquent une amélioration de la compétitivité du marché et une stabilisation progressive des chaînes industrielles, permettant à plusieurs entreprises de réajuster leurs prix dans un contexte économique jugé plus favorable.

Les économistes considèrent que l'évolution de l'indice des prix à la production constitue un indicateur important pour mesurer l'état de santé de l'industrie chinoise.

Une hausse modérée peut traduire une reprise de l'activité et une amélioration de la demande, tandis qu'une progression excessive pourrait alimenter les pressions inflationnistes.

La Chine cherche actuellement à maintenir un équilibre délicat entre soutien à la croissance économique et maîtrise des risques financiers.

Les autorités multiplient les mesures destinées à stimuler l'investissement, soutenir la consommation intérieure et renforcer les capacités industrielles du pays.

Cette progression de l'indice des prix intervient également dans un contexte de transformation profonde du modèle économique chinois.

Pékin mise de plus en plus sur l'innovation technologique, les industries de haute valeur ajoutée et les nouvelles énergies afin de réduire sa dépendance aux secteurs traditionnels.

Les marchés internationaux suivent avec attention ces indicateurs économiques chinois, compte tenu du poids majeur de la Chine dans les échanges mondiaux.

Toute évolution significative de l'économie chinoise peut avoir des répercussions sur les marchés financiers, les prix des matières premières et les chaînes d'approvisionnement internationales.

Malgré les défis persistants liés au ralentissement mondial, aux tensions géopolitiques et à la volatilité des marchés énergétiques, les dernières données publiées montrent que l'économie chinoise conserve une capacité importante de résilience et d'adaptation.

Les autorités chinoises restent toutefois prudentes et soulignent la nécessité de poursuivre les réformes structurelles afin de consolider durablement la croissance et de renforcer la stabilité économique du pays dans un environnement international toujours incertain.

Abed M.

CAMPS D'ÉTÉ 2026

L'ANALJ accélère sa modernisation et mobilise ses équipes pour une saison estivale d'envergure

La campagne nationale des camps d'été 2026 entre dans une nouvelle phase décisive avec l'intensification des préparatifs engagés par Agence Nationale des Loisirs de la Jeunesse, qui multiplie les initiatives pour garantir une saison estivale à la hauteur des attentes des enfants, des jeunes et des familles algériennes.

Par **Abed MEGHIT**

À travers une stratégie fondée sur la modernisation, la professionnalisation de l'encadrement et l'amélioration des infrastructures, l'agence affiche clairement son ambition de faire des centres de vacances et de loisirs de jeunesse de véritables espaces d'épanouissement, de créativité et de citoyenneté.

Dans cette dynamique, le ministère de la Jeunesse a annoncé l'ouverture officielle des inscriptions destinées au recrutement des encadreurs appelés à assurer l'animation et la gestion des centres de vacances relevant de l'ANALJ à travers les différentes wilayas du pays.

Cette opération, ouverte du 11 au 31 mai, concerne principalement les postes d'animateurs et de surveillants de baignade, dont le rôle demeure essentiel dans la réussite des activités estivales programmées au profit des enfants et des adolescents.

L'une des principales nouveautés de cette campagne réside dans le recours exclusif à la plateforme numérique officielle dédiée aux inscriptions, une démarche qui illustre la volonté du secteur de la jeunesse de moderniser ses mécanismes de gestion, de simplifier les procédures administratives et de rapprocher davantage les services publics des jeunes candidats.

Cette numérisation traduit également l'orientation de l'État vers une administration plus efficace, plus rapide et plus accessible.

Parallèlement à cette opération de recrutement, les différentes unités de l'ANALJ poursuivent activement les travaux de préparation sur le terrain afin de garantir la pleine disponibilité des centres de vacances mobilisés pour la campagne estivale 2026.

Les équipes techniques sont actuellement engagées dans d'importantes opérations de maintenance, de réhabilitation et d'aménagement des infrastructures d'accueil, avec pour objectif d'offrir aux jeunes vacanciers des conditions optimales de séjour, de sécurité et de loisirs.

Les travaux en cours concernent notamment la rénovation des structures d'héber-



gement, l'amélioration des espaces de détente et d'animation, la remise à niveau des équipements ainsi que l'adaptation des différentes infrastructures aux exigences des camps d'été modernes.

Cette mobilisation traduit l'importance particulière accordée par les pouvoirs publics aux programmes de jeunesse, considérés comme un levier essentiel de cohésion sociale, d'éducation citoyenne et d'accompagnement des nouvelles générations.

L'ANALJ mise également sur le renforcement de la qualité de l'encadrement humain afin de garantir un environnement sécurisé, éducatif et récréatif répondant aux attentes des familles.

À ce titre, les candidats n'ayant pas encore obtenu leur visa d'encadrement ont été invités à se rapprocher rapidement des directions de la jeunesse et des sports de leurs wilayas de résidence afin de régulariser leur situation dans les meilleurs délais et participer pleinement à cette dynamique nationale.

Au-delà des aspects organisationnels et logistiques, la préparation des camps d'été 2026 accorde une place importante au volet culturel et artistique.

Dans ce cadre, la wilaya d'Ouargla a abrité le lancement officiel de l'atelier

consacré à la sélection des chants et hymnes destinés à accompagner les activités des colonies de vacances durant la prochaine saison estivale.

Cette initiative, supervisée par les responsables locaux du secteur de la jeunesse et encadrée par des spécialistes de la musique, de la composition et du chant, s'inscrit dans la volonté du ministère de développer des contenus artistiques modernes portant des messages éducatifs, patriotiques et culturels adaptés à l'univers des enfants et des adolescents.

L'objectif est de créer une identité artistique propre aux camps d'été 2026 à travers des productions originales capables de renforcer les valeurs de créativité, d'appartenance, de solidarité et de divertissement éducatif.

Les travaux de cet atelier mobilisent plusieurs compétences issues des instituts spécialisés, appelés à contribuer à la création d'œuvres artistiques inspirées de l'esprit des camps de vacances algériens. Cette dynamique ne se limite pas uniquement à la préparation de la saison estivale.

L'ANALJ poursuit également ses efforts pour accompagner les initiatives des jeunes et mettre à leur disposition des espaces adaptés à l'organisation d'activités culturelles, éducatives et événementielles dans les meilleures conditions. À travers

son réseau d'unités réparties à travers le territoire national, l'agence propose une gamme diversifiée de services comprenant l'hébergement collectif, la restauration, les salles polyvalentes, les espaces de formation, les structures de réunion ainsi que des espaces de loisirs favorisant l'interaction et l'innovation.

Dans cette même logique d'ouverture et de modernisation, le staff technique de la direction de la communication de l'ANALJ a récemment pris part à l'organisation technique de la soirée artistique organisée en l'honneur des invités de la douzième édition du Forum africain de l'investissement et du commerce AFIC12, en assurant notamment l'installation et la gestion de l'écran géant de l'événement.

Une participation qui reflète la volonté de l'agence de valoriser ses compétences techniques et humaines tout en renforçant sa présence dans les grands rendez-vous nationaux et internationaux liés à la jeunesse, à la culture et au développement.

Depuis la désignation de M.

Ibrahim Makdour à la tête de l'agence, une nouvelle dynamique semble s'être installée au sein de l'établissement, marquée par l'accélération des projets de modernisation, le développement des activités destinées aux jeunes et l'amélioration progressive des prestations offertes au sein des centres de loisirs et de vacances.

Cette orientation s'inscrit dans le cadre de la politique de l'État visant à promouvoir la jeunesse, renforcer les espaces de loisirs éducatifs et offrir aux nouvelles générations des conditions favorables à l'épanouissement, à l'apprentissage et à la participation citoyenne.

À quelques semaines du lancement officiel de la saison estivale, l'ensemble des indicateurs laisse entrevoir une campagne 2026 ambitieuse, structurée et riche en activités.

Les efforts engagés par l'ANALJ et les différents acteurs du secteur traduisent une volonté claire de faire des camps d'été un espace privilégié de découverte, de formation et de convivialité, capable de répondre aux aspirations des jeunes Algériens tout en consolidant les valeurs de solidarité, de créativité et d'appartenance nationale.

ENVIRONNEMENT

LG Electronics Algérie renforce son engagement écologique et mobilise pour le recyclage des déchets électroniques

Par **Abed MEGHIT**

LG Electronics Algérie poursuit son engagement environnemental avec une nouvelle initiative consacrée à la gestion responsable des déchets électroniques, un enjeu devenu aujourd'hui majeur face à l'augmentation continue des équipements électroniques et électroniques en fin de vie.

À travers une conférence organisée à Alger en collaboration avec l'entreprise Environnemental Solutions R-ENVIROSOL, le groupe sud-coréen a réaffirmé sa volonté de contribuer activement à la protection de l'environnement et à la promotion d'une économie plus durable fondée sur le recyclage et la valorisation des déchets technologiques.

Cette rencontre, organisée au siège de LG Electronics Algérie, a permis aux responsables de l'entreprise de mettre en lumière plusieurs actions concrètes engagées récemment dans le domaine environnemental ainsi que des initiatives sociales et caritatives inscrites dans la stratégie globale du groupe.

Lors de cette conférence animée par le responsable marketing Mustapha Nabi, l'accent a été particulièrement mis sur les efforts entrepris à l'occasion de la Journée mondiale de la Terre afin de sensibiliser les citoyens aux dangers des déchets électroniques et à la nécessité de mettre en place des mécanismes modernes de collecte et de recyclage.

Selon les responsables de LG, les déchets issus des ap-

pareils électroniques représentent aujourd'hui un véritable défi environnemental en Algérie. L'absence de structures organisées et le manque de gestion spécialisée dans ce domaine ont favorisé l'accumulation de composants électroniques abandonnés dans des conditions pouvant avoir des conséquences graves sur l'environnement et la santé publique.

Dans le cadre de cette campagne écologique, LG Electronics Algérie a recensé plusieurs quintaux de déchets électroniques provenant notamment des centres de réparation et des appareils hors d'usage.

L'entreprise a ainsi décidé de financer directement des opérations de collecte et de recyclage afin de réduire l'impact environnemental de ces déchets souvent jetés de manière anarchique.

Pour accompagner cette démarche, LG a également soutenu les centres agréés de réparation à travers la mise à disposition de moyens logistiques et matériels destinés à faciliter la collecte des déchets électroniques. Des camions spécialisés ont notamment été mobilisés afin d'assurer le transport sécurisé des équipements usagés vers des structures spécialisées dans leur traitement et leur recyclage.

Cette première phase du programme a concerné principalement la wilaya d'Alger où près de 460 kilogrammes de déchets électroniques ont déjà été récupérés auprès des différents centres de réparation partenaires de la marque.

Toutefois, les responsables de LG ont annoncé leur intention d'élargir progressivement cette initiative à l'en-

semble des wilayas du pays afin de développer une véritable culture du recyclage électronique à l'échelle nationale.

Cette action environnementale s'inscrit dans une stratégie internationale menée par LG dans plusieurs pays du monde, notamment en Corée du Sud, en Chine et dans les pays du Golfe.

Le groupe entend ainsi renforcer son implication dans les politiques de développement durable et promouvoir des pratiques industrielles respectueuses de l'environnement.

Au-delà de la simple collecte des déchets, cette initiative vise également à sensibiliser les citoyens, les commerçants et les professionnels de la maintenance électronique aux dangers liés aux composants toxiques contenus dans certains équipements électroniques.

Batteries, cartes électroniques, plastiques industriels et métaux lourds représentent autant de matériaux susceptibles de contaminer les sols et les ressources naturelles lorsqu'ils ne sont pas traités correctement.

À travers cette démarche, LG Electronics Algérie cherche à promouvoir une vision moderne de la responsabilité environnementale où les entreprises jouent un rôle actif dans la protection de l'écosystème et dans l'accompagnement des politiques publiques de préservation de l'environnement.

Une orientation qui traduit également l'importance croissante accordée aux enjeux écologiques dans les stratégies des grandes entreprises internationales opérant en Algérie.

AM

MOSTAGANEM

L'arganier nouvelle richesse verte au cœur de la stratégie écologique de l'Algérie

L'arganier s'impose progressivement comme l'un des piliers des nouvelles stratégies environnementales et économiques de l'Algérie.

Par **Abed MEGHIT**

À Mostaganem, la célébration de la Journée internationale de l'arbre a été l'occasion de mettre en lumière les ambitions nationales autour de cette espèce végétale à forte valeur ajoutée, appelée à jouer un rôle central dans la lutte contre la désertification, la préservation de la biodiversité et le développement d'une économie forestière durable.

La visite du directeur général des Forêts, Djamel Touahria, dans la wilaya de Mostaganem a illustré l'intérêt grandissant accordé à la promotion de l'arganier en Algérie.

Accueilli à l'université de Mostaganem par les autorités locales et les responsables universitaires, le responsable national a procédé à la plantation symbolique d'un arganier au sein de la Faculté des Sciences Exactes et de l'Informatique, un geste hautement symbolique destiné à sensibiliser les jeunes générations à la protection de l'environnement et à l'importance du patrimoine forestier national.

À travers cette initiative, les autorités souhaitent renforcer le rôle du monde universitaire dans la recherche scientifique liée à l'arganeraie et encourager les études consacrées au développement de cette filière str-

tégique.

L'objectif affiché consiste à associer la science, l'innovation et la recherche académique aux politiques de préservation du couvert végétal et de valorisation des ressources naturelles.

La célébration a également été marquée par l'organisation d'une exposition mettant en avant les différentes activités liées à la culture de l'arganier, à la protection des espaces forestiers et à l'ouverture de nouveaux périmètres agricoles destinés aux investisseurs dans le domaine forestier.

Cette dynamique traduit la volonté des pouvoirs publics de développer une véritable économie verte capable de générer de nouvelles opportunités d'investissement et d'emploi.

Une journée d'études scientifique consacrée à l'arganier a également réuni plusieurs experts, chercheurs et universitaires qui ont présenté des communications portant sur les dimensions écologiques, économiques et sociales de cette espèce végétale.

Les intervenants ont notamment insisté sur les perspectives prometteuses offertes par l'arganeraie dans les régions du Sud algérien où d'importantes superficies ont déjà été réservées à cette culture.

Les spécialistes ont souligné que l'arganier représente aujourd'hui bien plus qu'un sim-



ple arbre forestier. Grâce à ses nombreuses utilisations, notamment dans la production d'huile, le secteur cosmétique, l'alimentation, l'artisanat et la valorisation pastorale, cette espèce constitue un levier économique important susceptible de contribuer à la diversification de l'économie nationale.

Les experts ont également rappelé le rôle écologique majeur joué par l'arganier dans la lutte contre l'érosion des sols, la désertification et les effets du changement climatique.

Grâce à sa résistance aux conditions climatiques difficiles, cette espèce apparaît comme une solution naturelle particulièrement adaptée aux

zones arides et semi-arides du pays. Toutefois, les spécialistes ont mis en garde contre plusieurs défis menaçant le développement durable de cette filière, notamment le surpâturage, l'exploitation excessive des fruits pour la production d'huile, la pression humaine sur les espaces forestiers et les effets du réchauffement climatique.

Depuis plusieurs années déjà, l'Algérie a engagé d'importants programmes scientifiques et techniques pour développer la culture de l'arganier et encourager sa vulgarisation à travers différentes régions du pays.

Les échanges d'expériences

avec des experts nationaux et internationaux ont permis de renforcer les connaissances autour de cette espèce et de mieux structurer les stratégies de développement de la filière.

À travers cette politique ambitieuse, les pouvoirs publics misent désormais sur l'arganier comme outil de développement durable capable de concilier protection de l'environnement, valorisation économique et amélioration des conditions de vie des populations locales.

Une orientation qui confirme l'importance croissante des enjeux écologiques dans les politiques de développement national.

A. MEGHIT

SIDI BEL ABBES

La wilaya prépare une campagne moisson-battage décisive et accélère sa modernisation agricole

Par **Abed MEGHIT**

À quelques semaines du lancement de la campagne moisson-battage 2025-2026, la wilaya de Sidi Bel Abbès intensifie ses préparatifs afin d'assurer une récolte céréalière dans les meilleures conditions techniques et logistiques.

Dans un contexte où la sécurité alimentaire constitue une priorité stratégique nationale, les autorités agricoles locales multiplient les initiatives destinées à moderniser les moyens de production, renforcer les capacités de stockage et optimiser les rendements agricoles.

La Direction des services agricoles a engagé depuis plusieurs semaines une vaste opération de recensement et d'évaluation du parc de moissonneuses-batteuses mobilisé pour la saison des récoltes.

Cette démarche ne se limite pas à un simple inventaire administratif.

Elle vise surtout à garantir une parfaite adéquation entre les capacités mécaniques disponibles et les superficies céréalières emblavées à travers la wilaya.

Avec plus de 80 000 hectares



consacrés aux cultures céréalières cette saison, les responsables du secteur cherchent à prévenir toute insuffisance logistique susceptible de ralentir les opérations de récolte.

Les autorités accordent une attention particulière à l'état technique des équipements utilisés par les milliers d'exploitants agricoles de la région afin d'éviter les pannes et les pertes durant cette étape cruciale de la campagne agricole.

Cette stratégie s'accompagne également d'une volonté affirmée d'introduire davantage de technologies modernes dans les pratiques agricoles locales.

Le partenariat établi avec

l'entreprise Sampo Algérie illustre cette orientation vers une agriculture plus performante et plus précise.

Les programmes de formation destinés aux conducteurs de moissonneuses-batteuses portent notamment sur le réglage des machines, l'entretien des équipements et les techniques permettant de réduire les pertes de récolte.

Dans une conjoncture où chaque quintal de céréales représente un enjeu économique majeur, les autorités cherchent à améliorer l'efficacité globale de la chaîne de production céréalière. Cette approche vise non seulement à renforcer les

capacités nationales de production mais aussi à réduire la facture des importations alimentaires.

Parallèlement à la modernisation des équipements agricoles, la wilaya connaît également une transformation importante de ses infrastructures de stockage.

Plusieurs nouveaux centres de stockage sont en voie de réception, permettant à Sidi Bel Abbès de porter ses capacités globales à plus de deux millions de quintaux.

L'investissement engagé dans ce domaine est particulièrement important.

Dix nouveaux centres de stockage d'une capacité unitaire de 50 000 quintaux ont été réalisés, tandis qu'un silo stratégique capable de stocker jusqu'à un million de quintaux est actuellement en cours de construction.

Ces infrastructures permettront d'assurer une meilleure conservation des récoltes, de réduire les pertes post-récolte et de renforcer les capacités de régulation du marché céréalière local. La diversification des cultures constitue également un axe majeur de la stratégie agri-

cole de la wilaya. Si l'orge demeure largement dominante avec plus de 59 000 hectares cultivés, les surfaces consacrées au blé dur, au blé tendre, au triticale, à l'avoine et aux légumes secs témoignent d'une volonté progressive de diversifier les productions agricoles.

Les autorités locales accordent enfin une importance particulière à la sécurisation du foncier agricole.

La conversion de milliers d'actes de jouissance en actes de concession constitue une avancée importante destinée à offrir davantage de stabilité juridique aux agriculteurs et à encourager les investissements à long terme dans le secteur.

Grâce à cette dynamique de modernisation, Sidi Bel Abbès confirme progressivement son rôle stratégique dans la production céréalière nationale.

Entre modernisation technique, renforcement logistique et diversification agricole, la wilaya entend s'imposer comme un modèle de développement agricole capable de répondre efficacement aux défis de la sécurité alimentaire.

Abed MEGHIT

MAROC-EUROPE

Le Makhzen exerce un chantage politique et financier sur l'Europe, l'instrumentalisation de l'immigration clandestine relève du "terrorisme d'Etat"

L'expert en sécurité et spécialiste des questions migratoires, Hassan Kacimi, a affirmé que le Makhzen utilise les migrants comme des boucliers humains et un moyen de chantage politique et financier envers l'Europe, estimant que l'instrumentalisation de "l'immigration clandestine" pour faire pression sur l'Espagne relève du "terrorisme d'Etat".

Dans un entretien accordé à l'APS, Hassan Kacimi a précisé que le Maroc est désormais connu à l'échelle internationale comme un "Etat de trafic de stupéfiants opérant en dehors de tout cadre légal", ajoutant qu'il compte parmi "les acteurs les plus actifs dans le financement des groupes armés et du terrorisme au Sahel, en assurant la protection et la sécurisation des routes de la drogue entre l'Afrique de l'Ouest, le Sahel, l'Afrique du Nord, puis vers l'Europe et le Moyen-Orient".

L'expert a rappelé l'implication récurrente du Makhzen dans de graves violations du droit international, notamment à travers l'occupation illégale du Sahara occidental et le programme d'espionnage "Pegasus", évoquant en outre ses graves atteintes aux libertés individuelles des Marocains et son système policier répressif, qui étouffe toute forme de liberté d'expression et de pratique démocratique.

"Malgré ce passif lourd et compromettant, le Maroc continue de défier l'Europe sur d'autres terrains, en inondant de stupéfiants et en utilisant les migrants comme des boucliers humains et un moyen de pression et de chantage", a dit M. Kacimi, ajoutant que Rabat "utilise la carte migratoire comme moyen de chantage politique pour contraindre l'Europe à soutenir les prétentions coloniales du Maroc sur le Sahara occidental".

Il a également rappelé que le Makhzen, partageant des frontières avec Ceuta et Melilla, "exerce des pressions diplomatiques immorales sur l'Espagne et l'Europe", expliquant qu'"après avoir perdu son influence au Parlement européen à la suite de grands scandales de corruption, le Maroc exerce une autre forme de pression en ouvrant ses frontières aux migrants afin de faciliter leur passage vers l'Europe", notamment lorsque le soutien qu'il recherche tend à s'éroder.

L'expert en sécurité avance plusieurs chiffres pour illustrer l'ampleur du chantage exercé par le Maroc sur l'Espagne, précisant qu'en 2020, 23.000 migrants ont atteint les îles Canaries, soit une hausse de 573% par rapport à 2019, estimant que ce chantage relève du "terrorisme d'Etat".

Il a également évoqué l'arrivée, les 17 et 18 mai 2021 dans l'enclave espagnole de Ceuta, de 8.000 migrants, dont 2.700 mineurs, après avoir été autorisés à franchir illégalement la frontière, soulignant que ce chiffre dépasse largement les moyennes annuelles enregistrées à Ceuta et Melilla en 2017, 2018 et 2019.

M. Hassan Kacimi a indiqué, par ailleurs, que l'Espagne a vu affluer un grand nombre de jeunes migrants, certains âgés de seulement 16 ou 17 ans, voire d'à peine 7 ou 8 ans, vers l'enclave de Ceuta, affirmant qu'il s'agit "d'une violation flagrante des droits de l'enfant garantis par la Convention de Genève relative aux droits de l'enfant de 1989", rappelant le sauvetage d'un nourrisson de la noyade par un élément de la garde civile espagnole.

Le spécialiste des questions migratoires a fait observer que la pression exercée par le Maroc sur l'Espagne vise à la contraindre à reconnaître la prétendue "souveraineté" marocaine sur le Sahara occidental, soulignant que "le Maroc ne cache plus ses intentions criminelles et subversives consistant à ouvrir ses frontières vers l'Europe chaque fois qu'il fait face à des difficultés politiques ou diplomatiques".

L'immigration clandestine comme levier pour obtenir des financements et des privilèges

Le Maroc ne s'est pas arrêté là, il s'est également servi de la carte de l'immigration clandestine pour obtenir des avantages financiers, en endossant le rôle de gardien de la frontière sud de l'Europe "en contrepartie de multiples privilèges, notamment des aides financières destinées à la gestion de ses frontières avec l'Europe, ainsi que la recherche d'une reconnaissance de la prétendue "souveraineté" marocaine sur le Sahara occidental", a poursuivi Hassan Kacimi.

Le Maroc a également "exercé des pressions sur l'Europe afin d'obtenir d'autres avantages, particulièrement dans les domaines agricole, commercial et de la circulation des personnes", a-t-il ajouté.

Rappelant que le Maroc est le deuxième bénéficiaire des fonds européens consacrés à la gestion des frontières et des migrations, l'expert a révélé que l'enveloppe qui lui est destinée s'élève à 500 millions d'euros pour la période 2021-2027.

La responsabilité du Maroc étant désormais établie dans les violations des droits humains commises contre les migrants, traités comme des marchandises, l'Union européenne devrait "suspendre ses aides financières au Maroc afin d'empêcher la répétition de telles pratiques indignes (...) et ne plus rester les bras croisés face à des agissements contraires au droit international ainsi qu'aux principes de respect de la dignité humaine et de l'intégrité physique", a soutenu l'expert.

FRANCE

2 morts et 3 blessés dans une fusillade liée au trafic de drogue

Deux personnes ont été tuées et trois blessées lundi lors d'une fusillade dans la ville française de Nice, sur la côte d'Azur, en lien avec le narcotrafic qui monte en puissance dans le pays, selon les autorités.



Ces violences ont eu lieu dans un quartier sensible, régulièrement marqué par des violences pour le contrôle de points de deal et qui a déjà été endeuillé ces dernières années, avec de nombreuses victimes collatérales.

Les tensions étaient fortes à Nice (sud-est) depuis plusieurs jours, avec une série de tirs et d'incidents dans plusieurs quartiers de la ville, liés au trafic de stupéfiants et qui avaient fait un blessé.

MALAISIE

14 disparus dans le naufrage d'un bateau de migrants

Un bateau transportant 37 migrants sans papiers a fait naufrage au large de l'île de Pangkor, sur la côte ouest de la Malaisie, selon les autorités maritimes qui ont fait état de 14 disparus.

L'Agence malaisienne d'application de la loi maritime (MMEA) de l'Etat de Perak a indiqué avoir été alertée tôt lundi de l'accident par un pêcheur local, qui a découvert des survi-

vants en mer. "Les premières investigations (...) ont révélé que le nombre total de migrants à bord du bateau s'élevait à 37. A ce jour, 23 victimes ont été secourues", a déclaré Mohamad Shukri Khotob, directeur de la MMEA pour l'Etat de Perak, dans un communiqué publié tard lundi.

"Les efforts se poursuivent pour localiser les individus" disparus, a-t-il ajouté, précisant

que l'agence a déployé des bateaux, un hélicoptère et des avions de surveillance.

Selon les premiers éléments, les migrants "sont partis de Kisanan, en Indonésie, le 9 mai et (...) se dirigeaient vers plusieurs destinations en Malaisie, notamment Penang, Terengganu, Selangor et Kuala Lumpur", a-t-il encore précisé. Les personnes secourues ont été remises à la police.

INCENDIES

Vers une année "particulièrement sévère"

Les incendies s'annoncent à un niveau "particulièrement sévère" dans le monde cette année, alimentés par le changement climatique et le phénomène El Nino, après avoir atteint un niveau record depuis le début d'année, mettent en garde des chercheurs mardi.

"Cette année, la saison des incendies dans le monde a commencé très fort avec 50% de surfaces brûlées de plus que la moyenne pour cette période de l'année", a souligné Theodore Keeping, de l'Imperial College de Londres, lors d'une présentation à des journalistes.

Et la surface "est 20% plus élevée que le précédent record établi depuis le début de la surveillance mondiale en 2012", indique le chercheur, qui s'attend à une "année particulièrement sévère".

La surface totale brûlée dans le monde atteignait ainsi quelque 163 millions

d'hectares depuis le début d'année au 6 mai, selon les données du Système d'information mondial sur les incendies (GWIS), contre 110 millions d'hectares sur la période 2012-2025 en moyenne à cette date.

La tendance est particulièrement marquée en Afrique, avec des niveaux records dans de nombreux

pays de l'ouest et du Sahel. Les feux de savane y ont été encouragés par un phénomène dit de "coup de fouet" climatique, qui fait alterner de fortes pluies favorisant la pousse de la végétation avec des périodes de sécheresse propices aux incendies.

Les chercheurs mettent en garde sur les conséquences du

retour attendu d'un puissant phénomène naturel réchauffant El Nino.

Il s'agit de l'une des phases d'un cycle naturel dans l'océan Pacifique, qui démarre habituellement au printemps, et affecte progressivement dans les mois suivants les températures, les vents et le climat dans le reste du globe.

AFRIQUE DU SUD

Au moins dix morts après des pluies et vents violents

Des pluies et vents violents ont fait au moins dix morts en Afrique du Sud ces derniers jours, a annoncé lundi la présidence, après des scènes particulièrement spectaculaires dans la ville du Cap et sa province lundi.

Deux personnes ont été tuées lundi par des chutes d'arbre dans la zone touristique de la Garden Route, d'après les autorités locales, et une autre avait été emportée par les eaux en tentant de traverser une rivière durant le week-end.

En exprimant sa "profonde tristesse face à la perte d'au moins 10 vies liées à de violents phénomènes météorologiques qui touchent plusieurs provinces", le président Cyril Ramaphosa a précisé que l'état de catastrophe national avait été déclaré.

Des images partagées sur les réseaux sociaux montrent des toits de tôle au Cap soufflés par les bourrasques, des arbres sur les voies et des routes inondées. "Les intempéries perturbent les opérations aériennes aux aéroports du Cap et de George", a par ailleurs annoncé l'entreprise gérant les aéroports sud-africains, ACSA.

RELIZANE

Lancement d'une caravane médicale pluridisciplinaire pour effectuer des examens aux patients des zones éloignées

Une caravane médicale pluridisciplinaire destinée à effectuer des examens médicaux au profit des habitants des zones éloignées de la wilaya de Relizane a été lancée mardi.



Cette caravane, dont le coup d'envoi a été donné devant le siège de la wilaya par le wali de Relizane, Kamel Berkane, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministère de la Santé visant à rapprocher les services de santé des citoyens et à renforcer la couverture médicale dans les régions éloignées de la wilaya. Cette caravane médicale spécialisée est organisée par la direction de la Santé et de la Population en coordination avec les établissements publics hospitaliers de Relizane et les établissements publics de santé de proximité. Le directeur local de la Santé et de la Population, Hichem Allalou, a indiqué à l'APS que cette caravane sillonnera, durant quatre jours, les zones reculées

de la wilaya. Pour cette opération, des ambulances équipées, ainsi que divers moyens et équipements médicaux ont été mobilisés. Une équipe médicale spécialisée composée de plus de 60 médecins spécialistes dans différentes disciplines médicales et chirurgicales, 20 médecins généralistes, 25 sages-femmes, ainsi que des psychologues, chirurgiens-dentistes et personnels paramédicaux a également été déployée. L'équipe médicale assurera des consultations spécialisées en cardiologie, chirurgie orthopédique et articulaire, diabétologie, maladies respiratoires, gastro-entérologie et dermatologie, notamment au profit des enfants, des personnes âgées et des malades chroniques, a ajouté M. Allalou.

La caravane parcourra plusieurs agglomérations et douars relevant des communes de Aïn Rahma, Kalâa et Sidi Sâada à l'Ouest de la wilaya, notamment Sidi Lazreg, Dar Benabdallah, Mendes et Beni Dergoun au Sud, Had Chekala, Ouedja, El Hassi et Souk El Had à l'Est, ainsi que Lahlef, Mediouna, Beni Zentis, Mazouna et Sidi M'Hamed Benali au Nord. Les services proposés aux citoyens comprendront des examens et consultations médicales, la délivrance d'ordonnances et de médicaments, l'orientation des patients vers des établissements hospitaliers spécialisés en cas de nécessité, ainsi que des conseils et orientations sanitaires pour prévenir divers risques et maladies, notamment ceux liés à la saison estivale. Lors du lancement de cette caravane médicale, le wali a salué les efforts importants déployés par les équipes médicales à travers les différentes structures et établissements de santé de la wilaya pour assurer la prise en charge sanitaire et hospitalière des citoyens, en particulier à travers ce type de caravanes spécialisées visant à rapprocher les services de santé des habitants des zones éloignées.

GUELMA

Mise en service prochaine d'une unité d'oncologie à Boucheougouf

Une unité d'oncologie relevant de l'établissement public hospitalier (EPH) Brahmia-Messaoud de Boucheougouf (Guelma) sera "prochainement" mise en service pour améliorer la prise en charge des patients atteints de cancer des communes, situées, à l'Est de cette wilaya, a-t-on appris lundi auprès du directeur cet EPH. Dans une déclaration à l'APS, M. Abdelaziz Ghedjati a précisé

que les ultimes dispositions sont actuellement mises en place dont la formation du staff médical à l'utilisation des équipements et la préparation du traitement de la chimiothérapie afin d'ouvrir cette unité "dans les très proches délais". A terme, cette unité évitera à pas moins de 200 malades des communes de la partie Est de la wilaya de longs déplacements vers l'unité d'oncologie de

l'hôpital Ibn Zahr de Guelma ou le centre anti-cancer d'Annaba pour des consultations ou des séances de chimiothérapie, selon le même responsable. Dans une première phase, cette unité prendra en charge les malades des communes de Boucheougouf, Medjez Sfa, Oued Cheham, Dahouara, Hammam N'baïl, Oued Fragha, Ain Ben Beida et Béni Mezline qui totalisent une population

de plus de 113.000 habitants, a précisé le même source. Un nouveau bâtiment disposant de toutes les commodités nécessaires a été réalisé au centre de la commune de Boucheougouf pour accueillir cette unité ainsi qu'un centre de transfusion sanguine. Cette nouvelle structure sanitaire a été baptisée du nom du défunt moudjahid "Djahel Abdallah".

TOUGGOURT

Pose d'implants cochléaires à des enfants malentendants

Sept (7) interventions chirurgicales de pose d'implants cochléaires ont été effectuées mardi sur des enfants malentendants, au niveau de l'établissement public hospitalier EPH-Lakhdari Mohamed Lakhdar à Touggourt, a-t-on appris mardi de la direction locale de la Santé et de la Population (DSP). Première du genre dans la wilaya de Touggourt, l'initiative a permis de mener des interve-

nions délicates menées dans de bonnes conditions d'organisation par un staff médical spécialisé en ORL (oto-rhino-laryngologie), a affirmé le DSP, Taha-Hocine Fezzai. Sur site, le wali de Touggourt, Abdelaziz Athmane, a reçu d'amples explications sur les aspects techniques et médicaux de ce programme médico-chirurgical et les dispositions prises pour sa faisabilité et sa

réussite. Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts des pouvoirs publics pour l'amélioration des prestations de santé dans la wilaya, et une meilleure prise en charge des enfants malentendants, en vue de faciliter leur insertion sociale et leur épargner les déplacements vers d'autres établissements hospitaliers pour les mêmes motifs d'interventions et de soins.

APS

SANTÉ - INTERNATIONALE

PALESTINE

Agression sioniste contre Ghaza: le bilan s'alourdit à 72.742 martyrs



L'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza a fait 72.742 martyrs et 172.565 blessés, en majorité des femmes et des enfants, depuis le 7 octobre 2023, selon un nouveau bilan communiqué mardi par les autorités sanitaires palestiniennes. Les corps de deux martyrs ainsi que 10 blessés ont été transférés vers les hôpitaux de Ghaza au cours des dernières 24 heures, a indiqué la même source, notant que de nombreuses victimes se trouvent encore sous les décombres. Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 10 octobre dernier, 856 Palestiniens sont tombés en martyrs et 2.463 autres ont été blessés, tandis que les corps de 770 martyrs ont été récupérés, selon les autorités sanitaires palestiniennes.

HANTAVIRUS

Sept cas confirmés (OMS)

Sept cas d'infection par le virus des Andes ont été confirmés parmi les personnes à bord du MV Hondius, touché par un foyer de hantavirus, a annoncé lundi l'Organisation mondiale de la santé (OMS). "A ce jour, nous comptons neuf cas, dont sept confirmés, ainsi que trois décès parmi eux. Le dernier cas a été signalé par la France parmi les passagers ayant débarqué (dimanche), la personne est actuellement à l'isolement et son cas a été confirmé (lundi)", a affirmé Olivier Le Polain, chef d'unité EAR (épidémiologie et analyse pour la riposte) de l'OMS, lors d'un point en direct sur plusieurs plateformes de réseaux sociaux. L'OMS a annoncé samedi qu'au 8 mai, huit cas symptomatiques avaient été signalés, dont trois décès. Le virus des Andes est un hantavirus transmis par les rongeurs, endémique en Amérique du Sud et seule souche connue capable d'une transmission interhumaine limitée.

L'OMS avertit que "le travail n'est pas terminé" après l'évacuation du MV Hondius

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a estimé mardi que le "travail" des autorités sanitaires n'était "pas terminé" après l'évacuation réussie d'une centaine de passagers et membres d'équipage du MV Hondius de passage à Tenerife en Espagne, où un foyer d'hantavirus avait été détecté. "Notre travail n'est pas terminé", a averti Tedros Adhanom Ghebreyesus lors d'une conférence de presse conjointe avec le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez à Madrid, au lendemain de la fin des opérations d'évacuation du navire de croisière, qui a repris lundi soir la direction des Pays-Bas depuis les Canaries, avec une partie de son équipage encore à bord. "Compte tenu de la longue période d'incubation du virus (...) d'autres cas" pourraient apparaître dans les semaines à venir, a-t-il prévenu, disant "espérer" que les pays suivront "les conseils et les recommandations" de l'OMS dans la lutte contre l'hantavirus. Les occupants du bateau évacués sont des ressortissants d'une vingtaine de pays différents. "L'OMS dispose de directives claires", a-t-il rappelé, avant d'évoquer "la question de la souveraineté" nationale. "Nous ne pouvons pas contraindre les pays à appliquer nos protocoles. Nous pouvons seulement conseiller et recommander", a-t-il poursuivi. "La recommandation de l'OMS est qu'elles (les personnes évacuées) soient suivies activement, dans un centre de quarantaine désigné ou à domicile, pendant 42 jours à compter de la dernière exposition, qui est le 10 mai, ce qui nous amène au 21 juin", a détaillé Tedros Adhanom Ghebreyesus. "Je comprends parfaitement que la population de Tenerife ait pu être préoccupée par le débarquement, sur ses côtes", a-t-il dit. "Le risque est faible, tant pour la population de Tenerife qu'à l'échelle mondiale, et tous nos efforts au cours de la semaine écoulée ont visé à le maintenir à ce niveau", a ajouté le chef de l'OMS, disant prendre "la situation très au sérieux".

SENIORS

L'activité physique permet de mieux vieillir

Faire du sport régulièrement permet de vieillir mieux et d'être en bonne santé plus longtemps, selon une nouvelle étude publiée dans la revue *Journal of Physiology*.

Toutes les études scientifiques sont unanimes, faire du sport régulièrement est excellent pour la santé et permet de mieux vieillir. Les conclusions de cette nouvelle publication confirment à nouveau les bienfaits santé de l'activité physique. Les volontaires de l'étude étaient des cyclistes amateurs. 84 hommes et 41 femmes âgés entre 55 et 79 ans, capables de pédaler, respectivement, 100 kilomètres en moins de 6,5 heures et 60 kilomètres en 5,5 heures. Les chercheurs King's College, à Londres (Royaume-Uni) ont étudié les dossiers médicaux des participants pour notamment pour mesurer leur fonction cardiovasculaire, respiratoire, neuromusculaire, métabolique, endocrinienne et cognitive, leurs force osseuse, leur santé en général et de leur bien-être. Les résultats de l'étude révèlent que les effets du vieillissement n'apparaissent pas chez ces individus. La force musculaire et la

capacité pulmonaire, par exemple, étaient ainsi similaires entre les volontaires plus jeunes et plus âgés. Et lors d'un test qui évalue les risques de chute, la performance de certains participants équivalait à celle de gens beaucoup plus jeunes. Le vieillissement est une expérience hautement personnelle qui sera influencée par les habitudes de vie des individus. Mais les gens actifs sont susceptibles de profiter de quelques années de qualité de vie en plus, comparativement aux gens sédentaires », concluent les auteurs de l'étude.

LA MARCHÉ : À CONSOMMER SANS MODÉRATION
Pour garder la forme et préserver sa santé, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) recommande de faire 10 000 pas par jour. Les bienfaits de l'activité physique sont en effet scientifiquement démontrés. La pratique régulière d'un sport permet de diminuer jusqu'à 39 % le risque de développer un cancer



du sein, de 26 % le risque de développer un cancer colorectal, de 25 % le risque d'être victime d'une attaque cérébrale et de 34 % le

risque de diabète. La sédentarité est aujourd'hui le 6ème facteur de risque de mortalité précoce (tension, erreur que tu fais souvent

: on a 100% de risque de mourir un jour !) dans le monde après l'hypertension artérielle, le tabagisme et le diabète.

En faites-vous assez ?

Santé Publique France publie un état des lieux du niveau d'activité physique des adultes et enfants. Le constat : les Français sont trop sédentaires et ne suivent pas les recommandations de l'OMS. Vous le savez : toute activité physique a des effets bénéfiques sur la santé. Une activité physique régulière permet en effet de maintenir ou d'améliorer les capacités cardiorespiratoires et de limiter les risques de pathologies, en particulier de protéger votre cœur. Et pour prévenir ces pathologies, il faut d'une part être physiquement actif et, d'autre part, limiter les comportements sédentaires. Les deux sont complémentaires. En somme, si vous allez à la salle de sport deux fois par semaine, mais que le reste du temps, vous êtes assis devant votre PC, vous n'êtes pas considéré comme "actif". Et rassurez-vous, vous n'êtes pas seul ! Les Français sont trop peu nombreux à pratiquer suffisamment d'activité physique, selon une étude publiée ce 9 juin, dans le Bulletin épidémiologique hebdomadaire de Santé publique France. L'étude repose sur une enquête (Esteban) réalisée entre 2014 et 2016. Que faut-il retenir ?

LES FEMMES SONT DE PLUS EN PLUS SÉDENTAIRES

Comparativement à 2006, date de la précédente enquête, les données recueillies montrent que les hommes sont de plus en plus actifs, alors que le niveau d'activité physique diminue chez les femmes. En effet, 71% des hommes et un peu plus de la moitié (53%) des femmes font suffisamment d'activité physique. Lors de la précé-



dente enquête en 2006, 63% des deux sexes atteignaient les recommandations en matière d'activité physique. "Ces résultats mettent en lumière la nécessité d'intervenir conjointement pour augmenter le niveau d'activité physique de la population et limiter le temps passé dans des comportements sédentaires, commentent les au-

teurs de cette étude. Il est nécessaire d'agir sur ces deux facteurs indépendamment l'un de l'autre et de manière ciblée selon les besoins de chacun. Une attention particulière doit être portée aux femmes, chez qui ces facteurs se sont dégradés de manière plus prononcée au cours de ces 10 dernières années."

La situation est encore plus préoccupante chez les enfants, avec "seulement la moitié des garçons et un tiers des filles" avec une activité physique suffisante, soit au moins 30 minutes par jour avec une intensité modérée à forte, sans évolution depuis 2006.

LA FAUTE AUX ÉCRANS ?

L'étude souligne par ailleurs que le temps quotidien passé devant les écrans a fortement augmenté ces dernières années, tant chez les adultes que chez les enfants. Huit adultes sur dix déclarent ainsi passer 3 heures ou plus par jour devant un écran en dehors de leur activité professionnelle, contre un peu plus de la moitié (53 %) en 2006-2007, une augmentation davantage marquée chez les femmes.

ET VOUS, FAITES-VOUS SUFFISAMMENT D'ACTIVITÉ PHYSIQUE ?

Rappelons que l'activité physique se définit comme "tout mouvement corporel produit par les muscles qui requiert une dépense d'énergie". Elle englobe ainsi l'activité physique effectuée durant les loisirs, les jeux, l'éducation physique, les sports, les déplacements, les activités professionnelles ou encore domestiques. Selon l'OMS, l'activité physique est :

une activité d'endurance d'intensité modérée, à pratiquer pendant 230 minutes par semaine ou une activité intense à pratiquer pendant 75 minutes.

A cela doit s'ajouter un peu d'exercices de renforcement musculaire (pilates, yoga, fitness...). Idéalement deux fois par semaine.

Maladies chroniques : l'exercice physique comme premier médicament

L'Inserm recommande que les personnes atteintes de maladies chroniques se fasse prescrire systématiquement de l'activité physique pour éviter la ré-hospitalisation.

Dans de nombreuses pathologies chroniques le repos a longtemps été la règle. Mais de plus en plus d'études scientifiques montrent que non seulement l'activité physique n'aggrave pas les symptômes de la maladie, mais qu'à l'inverse, elle a des effets bénéfiques. Et que ces effets bénéfiques sont d'autant plus importants que le sport est introduit tôt après le diagnostic. Un groupe d'experts de l'Inserm vient à son tour souligner l'importance de l'activité physique dans le traitement des maladies chroniques, insistant pour que la prescription soit faite systématiquement.

UN MINIMUM DE 3 SÉANCES PAR SEMAINE

Dans son expertise, l'Inserm élabore des recommandations spécifiques par pathologie. Les exercices diffèrent mais la fréquence est la même pour tous : un minimum de 3 séances par semaine pour réduire le risque de ré-hospitalisation. Ses recommandations :

Obésité : mettre l'accent sur la diminution du tour de taille plutôt que sur la perte de poids et proposer des programmes d'endurance.

Diabète de type 2 : privilégier l'association du renforcement musculaire et des activités d'endurance dans des intensités modérées à fortes.

Insuffisance cardiaque : idéalement, 30 minutes d'activité modérée 5 fois par semaine dans la dernière phase du programme, qui doit être poursuivi tout au long de la vie.

Accident vasculaire cérébral (AVC) : réduire l'impact des séquelles neuromusculaires sur la qualité de vie du patient et prévenir les récurrences en améliorant les capacités cardiorespiratoires et la force musculaire par une activité physique régulière intégrant la pratique des gestes journaliers.

Broncho-pneumopathie chronique obstructive (BPCO) : améliorer la qualité de vie et réduire les limitations fonctionnelles liées aux complications grâce à de l'endurance, du renforcement musculaire, de la natation, du tai chi...
Asthme : réduire l'importance et la fréquence des crises par des activités d'endurance.

Cancers : réduire les effets secondaires liés au cancer et aux traitements (déconditionnement musculaire, fatigue, intolérance au traitement...). Ainsi que les récurrences en proposant des programmes combinant endurance et renforcement musculaire.

Dépression : prévenir les récurrences et améliorer les symptômes dépressifs par des programmes combinant endurance et renforcement musculaire.

Senior : l'activité physique favorise le bien-être et réciproquement

Le bien-être psychologique peut être lié à une amélioration de la santé, car que les gens plus heureux sont plus enclins à pratiquer régulièrement une activité physique.

Il existerait un lien entre bien-être psychologique et activité physique chez les adultes de 50 ans et plus, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale. En effet, le sport améliore l'humeur et le bien-être psychologique rend plus enclin à pratiquer une activité sportive.

Les chercheurs de l'Université Chapman au Royaume-Uni ont mené une étude de onze ans, pendant laquelle les participants ont été interrogés sur la fréquence et l'intensité de leur activité physique au travail et pendant leur temps libre. Ils ont été classés en catégories d'activité : sédentaire, faible activité, activité modérée et activité élevée.

L'étude comprenait 9 986 adultes de plus de 50 ans qui ont été évalués jusqu'à six fois sur une moyenne de 11 ans. L'âge moyen des participants était de 63,7 ans.

AMÉLIORER LE BIEN-ÊTRE PSYCHOLOGIQUE ET L'ACTIVITÉ PHYSIQUE DES PERSONNES ÂGÉES

«Les chercheurs ont longtemps étudié comment l'activité physique pouvait conduire à une amélioration de l'humeur et des sentiments», explique Julia Boehm, auteure principale de l'étude. «Cependant, nous voulions comprendre si être heureux et optimiste pouvait encourager une personne à être physiquement active».

Les chercheurs ont découvert qu'un plus haut niveau de bien-être psychologique au début de l'étude était associé à des niveaux plus élevés d'activité physique pendant plus d'une décennie. Ils ont aussi observé que les personnes au début de l'étude qui avaient un niveau élevé de bien-être psychologique et qui étaient physiquement actives au départ étaient moins susceptibles de devenir inactives au fil du temps.

LES PERSONNES ÂGÉES TROP PEU ACTIVES

Les taux d'activité physique sont relativement faibles chez les adultes d'âge moyen et diminuent

progressivement jusqu'à 75 ans. Il s'agit donc d'identifier non seulement les facteurs modifiables qui réduisent la probabilité d'une baisse des niveaux d'activité, ou qui contribuent à l'initiation et au maintien de l'activité physique chez les personnes âgées. En effet, les interventions qui augmentent l'activité sportive peuvent réduire le fardeau de la mauvaise santé plus tard dans la vie.

«Ces résultats ont des implications pour les soins de santé car les professionnels ont souvent des difficultés à persuader les seniors d'augmenter l'activité physique», a expliqué le Dr Boehm. «Les résultats de cette étude suggèrent que des niveaux plus élevés de bien-être psychologique peuvent précéder l'augmentation de l'activité physique. Il est donc possible que le bien-être psychologique soit une façon originale non seulement d'améliorer la santé psychologique mais aussi d'accroître l'activité physique».

L'activité physique pour rajeunir son cerveau

Grâce à une activité physique régulière, des seniors participants à une étude et atteints de troubles cognitifs ont amélioré leurs capacités de réflexion. Si bien que leurs cerveaux ont même «rajeuni».

C'est prouvé, les seniors qui pratiquent régulièrement une activité physique modérée réduisent leur risque de décès. Selon une étude publiée dans le journal de l'American Academy of Neurology en décembre dernier, les bienfaits du sport iraient encore plus loin, puisque celui-ci permettrait aussi... de rajeunir son cerveau ! Les chercheurs ont démontré que l'activité physique améliore les capacités de réflexion des personnes âgées atteintes de troubles cognitifs. Au bout de six mois d'exercice, leurs tests étaient même équivalents à une inversion du vieillissement... de près de dix ans ! L'étude a porté sur 100 personnes âgées de 65 ans en moyenne. Elles ne souffraient pas de démence à proprement parler, mais présentaient des déficiences cognitives - comme des difficultés à se concentrer, à prendre des décisions ou à se souvenir - ainsi qu'un ou plusieurs facteurs de risque de maladie cardiaque - tels que le hypertension. Tous étaient sédentaires avant le

début des essais. Les volontaires ont été répartis en 4 groupes : «exercice physique seul», «régime de réflexion» (le DASH), «exercice physique et régime», «éducation nutritionnelle».

UNE INVERSION DU VIEILLESSEMENT LIÉE AU SPORT

Les seniors affectés aux groupes comprenant de l'exercice marchaient, couraient ou faisaient du vélo 45 minutes trois fois par semaine. Au début et à la fin de l'étude de six mois, les chercheurs ont par ailleurs évalué leurs capacités de réflexion, appelées fonction exécutive, des participants. Cette fonction exécutive est la capacité d'une personne à réguler son comportement, à prêter attention, à s'organiser et à atteindre ses objectifs.

Au final, ces «nouveaux sportifs» ont présenté une amélioration significative de leur capacité de réflexion par rapport à ceux qui ne s'exerçaient pas. Pour illustrer cela, les auteurs indiquent que les volontaires avaient, au début des essais, des scores aux tests de la fonction exécutive équivalant à ceux d'une personne âgée de 93 ans. Six mois plus tard, ils étaient de 84 ans.



donnée était de 84 ans dans le groupe qui s'entraînait et suivait le régime. En d'autres termes, le cerveau avait rajeuni de neuf ans. Des recherches approfondies sont désormais nécessaires avec des échantillons plus grands et sur de plus longues périodes, pour examiner si les améliorations des capacités sont durables, et quelles en sont les approches les plus efficaces.

AFRIQUE

RD CONGO - OUGANDA Le président Tshisekedi à Kampala pour renforcer la coopération bilatérale



Le président de la République démocratique du Congo, Félix Tshisekedi, est arrivé mardi à Kampala pour une visite axée sur le renforcement de la coopération bilatérale avec l'Ouganda, ont rapporté des médias.

Cette visite sera marquée notamment par la clôture de la 9e session de la commission permanente mixte RDC-Ouganda et la participation de M. Tshisekedi à l'investiture du président ougandais, Yoweri Museveni, a-t-on indiqué de médias.

Six nouveaux accords ont été signés entre les deux pays à cette occasion dans plusieurs secteurs, notamment le commerce, le transport, les télécommunications et l'administration.

Sur le plan économique, les deux pays ambitionnent d'intensifier davantage leurs échanges commerciaux.

La RDC est désormais la principale destination des exportations ougandaises, avec une hausse de 29 % au cours des deux dernières années et des recettes estimées à plus de 962 millions de dollars durant l'exercice 2024-2025.

Les autorités des deux pays visent à franchir le seuil symbolique du milliard de dollars d'échanges commerciaux.

Trois axes routiers sont actuellement en construction afin de fluidifier les échanges, dont la route Mpondwe-Kasindi-Beni, financée conjointement par Kinshasa et Kampala.

SOUDAN

Les frappes de drones ont causé la mort d'au moins 880 civils en quatre mois (ONU)

Au Soudan, les drones armés concentrent désormais plus de 80 % des morts civiles liées au conflit, déplore lundi l'ONU, précisant qu'au moins 880 civils ont été tués en quatre mois.

Selon le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme (HCDH), les drones armés sont désormais, et de loin, la principale cause de décès parmi les civils.

"Ce recours croissant aux drones permet aux hostilités de se poursuivre sans relâche à l'approche de la saison des pluies qui, par le passé, entraînait une accalmie des opérations terrestres", a déclaré, dans un communiqué, le Haut-Commissaire, Volker Türk.

La plupart des décès de civils attribués à des frappes de drones au cours du premier trimestre de l'année ont été enregistrés dans la région du Kordofan.

Le dernier épisode en date remonte au vendredi 8 mai, quand des frappes de drones dans le Kordofan du Sud et le Kordofan du Nord auraient fait 26 morts et plusieurs blessés parmi les civils.

L'utilisation de drones s'étend de plus en plus au-delà du Kordofan et du Darfour, vers le Nil Bleu, le Nil Blanc et Khartoum.

Une frappe de drone sur l'aéroport international de Khartoum le 4 mai a entraîné l'interruption de tous les vols, et entre le 28 avril et le 5 mai, plusieurs attaques ciblées par drone ont eu lieu ailleurs à Khartoum et dans la ville jumelle d'Omdurman.

Alors que le conflit entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide (FSR) est entré dans sa quatrième année dans ce pays, le chef des droits de l'homme de l'ONU, Volker Türk dénonce une escalade qui menace d'étendre encore les violences et de bloquer l'aide humanitaire.

Selon le HCDH, une probable intensification des hostilités au Kordofan exposerait également les civils à un risque accru d'attaques de représailles et de nouveaux déplacements à grande échelle, en particulier dans les villes d'El Obeid et de Dilling, dans le Kordofan du Sud.

L'élargissement de la violence perturberait également la fourniture de l'aide humanitaire.

"Une grande partie du pays, y compris le Kordofan, est désormais confrontée à un risque accru de famine et d'insécurité alimentaire aiguë, une situation exacerbée par les retards ou les pénuries attendus d'engrais en raison de la crise du Golfe", a ajouté M. Türk.

Face à ce recours de drones meurtriers, le chef des droits de l'homme de l'ONU appelle à l'adoption de mesures énergiques pour empêcher le transfert d'armes, notamment de drones armés de plus en plus sophistiqués.

LIBAN

Les frappes sionistes ont fait 380 martyrs depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu

Les frappes menées par l'armée sioniste au Liban depuis l'instauration du cessez-le-feu le 16 avril ont fait 380 martyrs, a indiqué mardi le ministre libanais de la Santé Rakan Nasserredine.



Lors d'une conférence de presse, le ministre a affirmé que 108 secouristes et personnels de santé avaient été tués depuis le début de l'agression sioniste contre le Liban le 2 mars, et dénoncé un "massacre".

"Depuis le cessez-le-feu, 380 personnes ont été tuées et 1.122 bles-

sées", a affirmé le ministre.

Selon un responsable du ministère de la Santé, ce bilan inclut 22 enfants et 39 femmes.

Au total, a précisé le ministre, les frappes sionistes ont tué 2.882 personnes depuis le début de guerre, dont 200 enfants et 279 femmes. Malgré un

cessez-le-feu entré en vigueur le 16 avril, l'entité sioniste poursuit ses frappes, notamment sur le sud, et continue à lancer des ordres d'évacuation de la population civile.

Le ministre de la Santé a par ailleurs affirmé que ces frappes ont fait 249 blessés depuis le début de

l'agression sioniste et que "16 hôpitaux ont été endommagés".

"C'est un massacre (...) Il n'y a pas d'hommes armés ou de militaires dans ces véhicules, juste des équipements médicaux et des blessés, contrairement à ce qu'affirme (l'entité sioniste)", a dit M. Nasserredine.

Les forces sionistes occupent 68 sites dans le sud du pays

Le Premier ministre libanais, Nawaf Salam, a indiqué que les forces sionistes occupent actuellement 68 sites dans le sud du Liban.

"Avant la dernière guerre", l'entité sioniste n'occupait que cinq localités. Aujourd'hui, elle contrôle 68 villages", a déclaré M. Salam lundi dans un communiqué de presse, repris par les médias. Cela équivaut à en-

viron la moitié des terres situées au sud du fleuve Litani, qui se trouve à environ 30 kilomètres au nord des frontières des territoires palestiniens occupés, a-t-on précisé. Le Premier ministre libanais avait auparavant souligné l'importance de continuer à documenter les crimes de guerre sionistes et de les soumettre aux Nations unies. Le ministère libanais de la Santé a

annoncé que le bilan de l'agression sioniste contre le Liban s'élève désormais à 2.869 martyrs et 8.730 blessés depuis le 2 mars. L'entité sioniste poursuit ses agressions contre le sud du Liban en violation du cessez-le-feu qui a débuté le 16 avril dernier pour une durée de dix jours, avant d'être prolongé pour trois semaines à compter du 23 du même mois.

Six martyrs et un blessé dans des frappes de l'armée sioniste

Six personnes sont tombées en martyrs lundi dans une série de frappes sionistes ayant visé le sud du Liban, a indiqué l'Agence nationale d'information (ANI) libanaise.

"Des avions de combat ennemis ont frappé hier soir une maison habitée à Kfar Dounine, faisant six martyrs et sept blessés, qui ont été transportés vers des hôpitaux" de Sour, a écrit l'ANI mardi.

L'entité sioniste poursuit ses attaques contre le Sud libanais, en violation de la trêve entrée en vigueur le 17 avril dernier pour une durée de dix jours, avant d'être prolongée de trois semaines à compter du 23 du même mois. Le bilan de l'agression sioniste contre le Liban s'élève à 2.869 martyrs et 8.730 blessés, depuis le 2 mars, avait annoncé lundi le ministère libanais de la Santé.

AFGHANISTAN

Plus de 13 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire (ONU)

Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies en Afghanistan a averti mardi que plus de 13 millions d'Afghans souffrent d'une grave insécurité alimentaire, en raison de la persistance des difficultés économiques, du chômage et des problèmes liés au climat qui continuent d'affecter les moyens de subsistance à travers le pays.

Le PAM a exprimé son in-

quiétude face à la forte baisse des approvisionnements en aliments thérapeutiques spécialisés utilisés pour traiter la malnutrition chez les femmes et les enfants, soulignant que les pressions économiques et humanitaires croissantes pèsent sur les opérations de secours. La chaîne locale "Tolo News" a indiqué que la hausse du coût de la vie et les récentes tensions régionales ont contri-

bué à l'augmentation des prix des produits alimentaires, aggravant davantage la situation des ménages à faibles revenus.

Selon les estimations des Nations unies, environ 13,8 millions de personnes en Afghanistan sont confrontées à une grave pénurie alimentaire, tandis que près de 5 millions d'enfants ainsi que de femmes enceintes ou allaitantes souffrent de malnutrition.

P A L E S T I N E

Cisjordanie occupée : 70 enfants palestiniens tombés en martyrs depuis janvier 2025 (Unicef)

Soixante-dix enfants palestiniens sont tombés en martyrs en Cisjordanie occupée, depuis le début des agressions sionistes en janvier 2025, a dénoncé mardi le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef).

"Les enfants paient un prix intolérable en raison de l'escalade des opérations militaires et des attaques des colons menées dans toute la Cisjordanie occupée, y compris à El Qods-Est", a déclaré un porte-parole de l'Unicef, James Elder, lors d'un point presse à Genève.

"Ainsi, entre janvier 2025 et aujourd'hui, au moins un enfant palestinien a été tué en moyenne chaque semaine en Cisjordanie occupée, y compris à El Qods.

Cela représente 70 enfants palestiniens tués sur cette période", a-t-il



ajouté, indiquant qu'il y a eu également 850 autres enfants blessés sur la même période. Il a précisé que 93% des enfants sont

tombés en martyrs dans des agressions menées par les forces sionistes.

"La plupart de ceux qui ont été tués ou blessés

l'ont été par des balles réelles", a encore relevé le porte-parole de l'Unicef.

Il a souligné que l'Unicef appelle l'entité sioniste à "prendre des mesures immédiates et décisives pour empêcher que d'autres enfants palestiniens ne soient tués ou mutilés, et pour protéger leurs foyers, leurs écoles et leur accès à l'eau, conformément au droit international".

"L'Unicef appelle également les Etats membres disposant d'une influence à user de leur poids pour garantir le respect du droit international", a-t-il dit.

A Al-Qods-Est occupée, les Palestiniens craignent "une nouvelle Nakba"

Les Palestiniens craignent "une nouvelle Nakba" à Al-Qods-Est où l'entité sioniste mène une campagne de harcèlement, arrestations et déplacements forcés dans la ville occupée, menaçant d'en faire définitivement disparaître l'identité palestinienne.

"Si aucune mesure concrète n'est prise, la région va complètement changer, et ce sera une nouvelle Nakba pour les habitants d'Al-Qods", résume le chercheur palestinien résidant à Al-Qods, Fakhri Abu Diab, sur Middle East Eye.

L'ambition d'expulser les Palestiniens de la ville d'Al-Qods ne date pas d'hier.

Selon une ONG sioniste, entre 1967, date de l'annexion illégale d'Al-Qods-Est, et 2017, l'entité sioniste a exproprié plus d'un tiers de ces terres, dont l'écrasante majorité appartenait à des Palestiniens, et y a construit 11 quartiers réservés exclusivement à des habitants juifs. Mais ces dépossession et expulsions se sont largement accélérées depuis deux ans et demi, en écho au génocide à Gaza et à l'accélération de l'annexion de la Cisjordanie occupée.

En novembre 2024, la BBC estimait à plus de 20 000 le nombre d'habitations palestiniennes sous le coup d'un ordre sioniste de démolition à Al-Qods-Est occupée.

Parmi les districts les plus affectés, figure Silwan, stratégiquement situé à proximité du "Bassin sacré", du Mont du Temple et de la mosquée al-Aqsa, abritant de nombreux sites archéologiques et historiques d'une importance exceptionnelle.

"Pour la première fois depuis l'occupation de 1967, l'entité sioniste procède à l'expulsion de tout un quartier palestinien d'Al-Qods", avertissait une ONG la semaine dernière dans un communiqué.

"En 2026, environ 1 800 habitants de Silwan sont menacés d'expulsion, après le déracinement de centaines d'entre eux au cours des deux dernières années. Rien qu'à Baten al-Hawa, 33 familles ont déjà été expulsées et 53 autres familles, dont 130 enfants, risquent de subir le même sort.

A al-Bustan, l'entité sioniste a déjà démolit 48 habitations et prévoit d'en démolir 123 autres, ce qui entraînera l'expulsion d'environ 1 450 personnes", a-t-elle précisé, soulignant que l'expulsion de Silwan s'inscrit dans le cadre d'une politique de nettoyage ethnique menée dans toute la Cisjordanie.

Le gouvernorat d'Al-Qods a mis en garde, jeudi dernier, contre un nouveau projet de construction, sur le site de l'aéroport international d'Al-Qods, fermé depuis le déclenchement de la seconde intifada,

dans la localité de Qalandiya au nord de la ville occupée.

Il s'ajoute au projet de construction de la colonie d'Atarot, qui vise à transformer la zone de l'ancien aéroport en un vaste bloc comprenant près de 9.000 logements de colons. Au cœur de ces projets, c'est le symbole que représente l'aéroport dans la conscience palestinienne qui est attaqué, car il constituait l'un des symboles les plus importants de la souveraineté de l'Etat palestinien.

Les nombreux plans annoncés par l'entité sioniste pour Al-Qods-Est, tous illégaux en regard du droit international, sont autant de motifs invoqués par les autorités sionistes pour expulser des quartiers entiers de la ville.

Dans les faits, ces divers projets immobiliers tendent à scinder le territoire palestinien et à couper Al-Qods-Est du reste de la Cisjordanie occupée, annihilant la perspective d'un Etat palestinien avec Al-Qods pour capitale.

C'est également ce qu'ont dénoncé 448 anciens dirigeants et diplomates européens, dont l'ancien chef de la diplomatie de l'UE Josep Borrell, qui ont exhorté, le 6 mai dernier dans une lettre ouverte l'UE, à prendre des mesures contre un vaste projet de colonisation connu sous le nom d'E1.

78e anniversaire de la Nakba: l'UPA réaffirme la centralité de la cause palestinienne

L'Union parlementaire arabe (UPA) a réaffirmé lundi son engagement constant en faveur du peuple palestinien et son attachement à la centralité de la cause palestinienne pour la Nation arabe, à l'occasion de la commémoration du 78ème anniversaire de la Nakba (15 mai 1948). Dans un communiqué signé par son président, M. Ibrahim Boughali, l'UPA a dénoncé la poursuite des violations sionistes contre le peuple palestinien, notamment le blocus imposé à la bande

de Gaza, la colonisation dans les territoires palestiniens occupés, ainsi que les crimes visant les civils, les destructions d'infrastructures et les déplacements forcés. Le communiqué a rappelé que la Nakba avait entraîné le déplacement de plus de 750.000 Palestiniens et la destruction de centaines de villages et villes palestiniennes, soulignant que cette tragédie historique se poursuit aujourd'hui sous différentes formes d'occupation et de discrimination.

L'Union parlementaire arabe a, en outre, réaffirmé son soutien au droit du peuple palestinien à recouvrer l'ensemble de ses droits légitimes et inaliénables, notamment le droit au retour conformément à la résolution 194, le droit à l'autodétermination et l'établissement d'un Etat palestinien indépendant et souverain sur les frontières du 4 juin 1967, avec El-Qods pour capitale. L'UPA a également appelé la communauté internationale, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale des Na-

tions unies à assumer leurs responsabilités pour mettre fin à l'occupation et assurer la protection internationale du peuple palestinien, tout en exhortant les instances parlementaires régionales et internationales à intensifier les pressions pour l'application des résolutions de la légalité internationale. L'Union a enfin affirmé qu'une paix juste et globale ne saurait être réalisée sans la fin de l'occupation et l'exercice, par le peuple palestinien, de sa pleine souveraineté sur sa terre.

L'UE parvient à un accord pour sanctionner des colons sionistes

Les pays membres de l'Union européenne (UE) se sont accordés lundi sur de nouvelles sanctions contre les Palestiniens en Cisjordanie, a indiqué la cheffe de la diplomatie de l'UE, Kaja Kallas.

Mme Kallas a annoncé, sur les réseaux sociaux, que les ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'UE avaient approuvé cette décision qui prévoit un certain nombre de mesures à l'encontre des colons sionistes.

Le gel des avoirs dans l'Union européenne et une interdiction d'entrer dans l'UE figurent parmi les sanctions prévues.

Cette décision, bloquée depuis des mois, intervient aujourd'hui dans un contexte de recrudescence des violences commises par des colons et d'expansion des colonies en Cisjordanie occupée par l'entité sioniste.

La violence des colons sionistes est quotidienne.

Ces derniers n'hésitent pas à tuer les civils palestiniens, à s'installer sur leurs terres et à piller leurs biens.

"Il était grand temps de passer de l'impasse à l'action", a affirmé Mme Kallas. Une décision officielle des 27 doit encore être prise pour que ces mesures entrent en vigueur.

Sanctions contre des colons sionistes: Fattouh salue la décision de l'UE

Le président du Conseil national palestinien, Rawhi Fattouh, a salué, mardi, la décision prise par les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne (UE) visant à imposer de nouvelles sanctions à plusieurs organisations impliquées dans le soutien et l'expansion des activités coloniales dans les territoires palestiniens occupés.

Dans un communiqué relayé par l'agence de presse palestinienne Wafa, M. Fattouh a estimé que cette mesure constitue toutefois une "reconnaissance tardive de la gravité du projet colonial ainsi que des crimes de meurtre et du terrorisme organisé commis par les colons contre le peuple palestinien en Cisjordanie occupée".

Il a souligné que "les attaques des colons ne relèvent plus d'actes individuels", mais représentent désormais "un terrorisme organisé mené en partenariat total" avec les autorités d'occupation sionistes qui leur fournissent des armes, une protection politique et militaire ainsi qu'une couverture juridique, dans un contexte marqué par l'escalade des meurtres, des incendies criminels, des déplacements forcés et de la confiscation des terres palestiniennes, notamment dans la vallée du Jourdain, à Masafer Yatta et dans le sud d'El Khalil".

Dans ce contexte, M. Fattouh a appelé la communauté internationale et l'UE à ne pas se limiter à sanctionner les associations et organisations coloniales, mais à étendre ces sanctions aux responsables sionistes extrémistes ainsi qu'aux autorités d'occupation qui incitent, financent et soutiennent le terrorisme colonial.

La cheffe de la diplomatie de l'UE, Kaja Kallas avait annoncé, lundi, sur les réseaux sociaux, que les ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'UE avaient approuvé de nouvelles sanctions visant des colons sionistes coupables de violences contre les Palestiniens en Cisjordanie occupée. Le gel des avoirs dans l'UE et l'interdiction d'entrer dans l'UE figurent parmi les sanctions prévues.

Cette décision, bloquée depuis des mois, intervient aujourd'hui dans un contexte de recrudescence des violences commises par des colons et d'expansion des colonies en Cisjordanie occupée par l'entité sioniste.

"Il était grand temps de passer de l'impasse à l'action", a affirmé Mme Kallas. Une décision officielle des 27 doit encore être prise pour que ces mesures entrent en vigueur.

6^e FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM D'IMEDGHASSEN À BATNA Les meilleures productions récompensées

Le "Bouclier de Dihya", récompensant les meilleures productions cinématographiques en compétition au 6e Festival international du film d'Imedghassen, a été décerné dans la soirée de lundi en clôture de l'événement sur le site du mausolée royal numide d'Imedghassen, dans la commune de Boumia (Batna).



La compétition, organisée du 5 au 11 mai dans le cadre du festival, a réuni 50 films issus de 26 pays, répartis entre les catégories "courts métrages de fiction", "longs métrages de fiction", "courts métrages documentaires" et "courts métrages d'animation".

Dans la catégorie des courts métrages de fiction, le prix du meilleur film a été attribué à une co-production palestino-jordanienne intitulée "Coyotes" (titre en arabe : "Mouhaddad bil'inkiradh"), tandis que le cinéaste sud-africain Dian Weys a obtenu le prix de la meilleure réalisation pour son film "Vultures" (Vautours) Toujours dans la catégorie des courts métrages de fiction, l'algérienne Sonia Faidi a été récompensée du prix de la meilleure actrice pour son rôle dans "Gardiennes de nuit" et le portugais Igor Regalla le prix du meilleur acteur pour sa performance dans le court métrage "Prayer" (Prière).

Le prix du meilleur long métrage de fiction est revenu au film "Quand la noix devient jaune" du réalisateur turc Mehmet Ali Konar, le prix du meilleur court métrage documentaire a été décerné à "Rêves de filles" de la réalisatrice égyptienne Marwa Ali Elsharkawy et le prix du meilleur court métrage d'animation à "Zoo", une

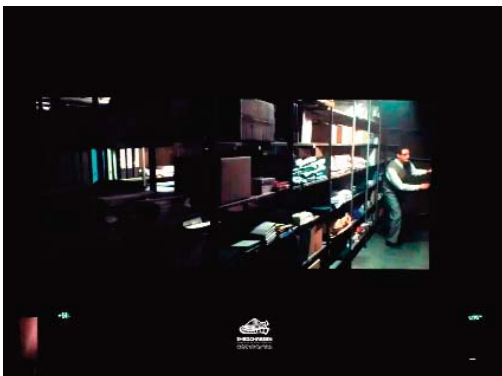
co-production Germano-jordanienne réalisée par le jordanien Tariq Rimawi.

Quant au prix de la "Semaine des critiques", il a été décerné au film "Prayer" du Portugal dans la catégorie des courts métrages documentaires et au film "Poupiya" de Yacine Bouaziz (Algérie) dans la catégorie des longs métrages.

La cérémonie de clôture de cet événement culturel, supervisée par le secrétaire général de la wilaya de Batna, Rachid Zouad, a été marquée par la présence du directeur adjoint de l'Institut culturel italien en Algérie, Andrea Guadagnini, l'Italie étant invitée d'honneur de cette édition, ainsi que d'artistes et de réalisateurs d'Algérie et de nombreux pays participants tels que l'Italie, l'Égypte, les Pays-Bas, le Niger, la Tunisie et la Syrie.

Le commissaire du festival, Issam Taachit, a salué l'intérêt porté par le ministère de tutelle à cet événement, estimant que ce festival, qui constitue un espace annuel pour les créateurs du 7e art, tant nationaux qu'internationaux et soulignant l'importance de la manifestation pour la promotion du cinéma, la mise en avant du patrimoine culturel algérien et la promotion de la destination Algérie.

Le Festival du film d'Imedghassen de Batna célèbre le cinéma italien



Le long-métrage "Zamora" a été projeté lundi au dernier jour du 6e Festival international du film d'Imedghassen de Batna (du 5 au 11 mai), en célébration du 7e art italien, dont le pays est l'invité d'honneur de cette manifestation.

Projeté à la salle "Aurès" de Batna, "Zamora" est une comédie d'une durée d'une heure et 40' sortie en 2023 et présentée

au public en 2024, et dont l'action se déroule à Milan, en Italie, au milieu des années 1960.

Réalisé par Neri Marcorè (qui y figure également comme acteur), le film raconte l'histoire de Walter Vismara, comptable de son état (campé par Alberto Paradossi) qui déménage à Milan pour exercer son métier dans une petite entreprise, mais se retrouve conduit à évoluer au

poste de gardien de but dans l'équipe de football de cette entreprise dirigée par Toso (interprété par Giovanni Storti), passionné du ballon rond.

Surnommé "Zamora" en référence à Ricardo Zamora, l'un des meilleurs gardiens de but d'Espagne dans les années 1920 et 1930, Walter Vismara fait face, car peu doué, aux moqueries de ses camarades qui ne se privent de se gausser de son manque de talent, donnant lieu à des scènes comiques au grand amusement du public.

Ce film qui met en lumière la riche expérience italienne dans le domaine du cinéma, a été sélectionné parmi plusieurs longs métrages projetés hors compétition, a affirmé le commissaire du Festival, Issam Taachit.

Pour rappel, les férus batnéens du 7e art ont eu rendez-vous, pendant la durée du festival, dans la salle « Aurès », avec un florilège de longs et de courts métrages, ainsi qu'avec des documentaires et des films d'animation provenant de 26 pays.

GHARDAÏA

Regard sur les œuvres de l'association culturelle Abu-Ishak Brahim Tfyèche au service du patrimoine

La valorisation des efforts de l'association culturelle Cheikh Abi-Ishak Brahim Tfyèche pour la préservation du patrimoine matériel et immatériel a été au centre d'une conférence animée, lundi à Ghardaïa, dans le cadre du Mois du patrimoine (18 avril-18 mai).

Intervenant à cette occasion, le directeur de la Culture et des Arts de la wilaya, Mohamed Nemili, a indiqué que cette rencontre tend à mettre en lumière les œuvres et efforts déployés par l'association dans la collecte, la sauvegarde et la publication de manuscrits et documents historiques, et sa mission au service de la préservation du patrimoine matériel de la vallée du M'zab.

Abordant dans le même sens, le président de l'association, Mohamed Ben-Bahmed Imenassène, a présenté la conférence comme visant à mettre en valeur le riche legs civilisationnel et culturel de la vallée du M'zab, de valoriser les efforts de l'association dans la sauvegarde du patrimoine de disparition, en sus de sa contribution dans l'animation de la scène culturelle locale.

Pour sa part, Daoud Benmoussa Guezrit, membre de l'association, a estimé que cette dernière a assumé un rôle important dans la sauvegarde du patrimoine matériel et immatériel de la vallée du M'zab, à travers la valorisation et le scannage de manuscrits et leur conservation au niveau d'une bibliothèque moderne spécialisée, ouverte aux visiteurs, chercheurs en histoire et culture, issus de l'intérieur du pays et de l'étranger, en quête de sources et bibliographies pour leurs recherches pluridisciplinaires.

Initiée par l'association précitée, en coordination avec la direction de la Culture et des Arts de Ghardaïa, cette rencontre a pour objectif de mettre en valeur le patrimoine culturel et scientifique, sa préservation, et la vulgarisation des efforts fournis par l'association en matière de collecte et d'entretien des manuscrits et documents précieux, ont indiqué les organisateurs.

Les participants ont eu l'occasion de s'imprégner, à travers une série d'exposés, la vie et les œuvres de Cheikh Abi-Ishak Brahim Tfyèche, d'approfondir les recherches et les études sur le patrimoine et de renforcer la coopération institutionnelle, culturelle et universitaire, afin de préserver la mémoire nationale et faire prendre conscience aux jeunes générations de la valeur du patrimoine culturel.

TIMIMOUN

La mosquée antique Sidi-Moussa, modèle de patrimoine urbanistique authentique

La mosquée antique "Sidi-Moussa", implantée au cœur du ksar d'Aghem-Akbou, wilaya de Timimoun, est l'un des sites archéologiques de l'Oasis Rouge, incarnant l'authenticité du patrimoine urbanistique de la région de Gourara.

Ce centre de rayonnement religieux dans la région a été classé en décembre 2024 sur la liste au patrimoine culturel national, et se retrouve ainsi protégé par le secteur de la culture et des arts, dans le cadre des efforts de préservation et de valorisation du patrimoine national.

Selon des versions historiques, ce lieu de culte, dont l'édification remonte à neuf (9) siècles par l'éminente personnalité religieuse Cheikh Sidi-Moussa El-Messaoud El-Tasfaouti, pour en faire une destination socio-religieuse rassemblant et unifiant, de par les missions dévolues anciennement à ce type de structures, les pratiques rituelles et l'organisation du quotidien de la population, les fidèles et les habitants des ksour du Gourara.

Surplombant un monticule au niveau du Ksar, la mosquée Cheikh Sidi-Moussa est ceinte à l'Ouest d'un patio couvert appelé localement "tidoukanine", faisant office de lieu de regroupement des notables et sages du ksar, a expliqué Mme.

Fadila Delili, membre du Centre algérien du patrimoine culturel bâti en terre (CAPTERRE) de Timimoun, en marge de la célébration du mois du patrimoine (18 avril-18 mai).

Cette mosquée a été réalisée avec des matériaux de construction locaux, usités dans la région, tels que l'argile, le pisé, la pierre et le bois, soigneusement taillés et préparés par les bâtisseurs locaux, en vue d'assurer la résilience face aux aléas naturels et à l'environnement contraignant de la région.

Surplombé d'un minaret de forme conique, ce lieu de culte présente, selon sa conception, cinq portes et sept fenêtres, dominant sur une salle de prière rectangulaire avec un Mihrab, riche en enluminures et motifs de la région de Gourara, soutenus d'un ensemble d'arcades. L'édifice religieux préserve encore les traits d'une civilisation ancienne et un cachet architectural en harmonie avec le cadre saharien, reflétant le génie et le savoir-faire des aïeux, accueillie aussi bien les fidèles que les chercheurs et férus du patrimoine ancien.

DZAIR DIGITAL SERVICES L'Algérie accélère sa révolution numérique avec un guichet unique national bientôt opérationnel

L'Algérie franchit une étape décisive dans sa stratégie de transformation numérique avec l'achèvement imminent de la phase d'exploitation de la plateforme nationale des services numériques « Dzair Digital Services », un projet structurant appelé à redéfinir durablement les rapports entre l'administration, le citoyen et l'entreprise.



Par Abed Meghit

Annoncée lundi à Alger par Meriem Benmouloud, cette avancée majeure marque l'aboutissement d'un vaste chantier technologique inscrit dans la vision nationale de modernisation de l'Etat à l'horizon 2030.

S'exprimant en marge d'une journée d'information consacrée au renforcement de l'efficacité du guichet unique, organisée par Agence algérienne de promotion de l'investissement, la ministre a affirmé que la plateforme a réussi l'ensemble des essais techniques et opérationnels réalisés au cours des derniers mois.

Les différentes phases de conception, de développement, de vérification et de sécurisation ont été menées avec succès, y compris les tests avancés de cybersécurité effectués en coordination avec les services spécialisés du ministère de la Défense nationale et l'Agence de sécurité des systèmes d'information.

Cette réussite technique ouvre désormais la voie à l'entrée en exploitation progressive d'un portail numérique national destiné à centraliser les principaux services publics dans un espace virtuel unique.

Le projet ambitionne de mettre fin à la dispersion des plateformes sectorielles en offrant aux citoyens et aux entreprises un accès simplifié, rapide et sécurisé à une large gamme de prestations administratives via un ordinateur ou un téléphone portable.

Les essais de terrain, organisés entre mars et avril dans le cadre de deux

phases pilotes, ont impliqué sept secteurs ministériels ainsi que plus de 1.700 citoyens ayant directement expérimenté les services proposés sur des sites pilotes. Selon Mme Benmouloud, les retours recueillis ont été particulièrement encourageants, les usagers saluant la fluidité de l'expérience numérique et la possibilité d'obtenir plusieurs documents administratifs sans avoir à se déplacer vers les administrations publiques.

Le portail « Dzair Digital Services » proposera dans un premier temps 52 services numériques couvrant plusieurs domaines stratégiques tels que l'état civil, la justice, la santé, la conservation foncière et la solidarité nationale.

D'autres prestations devraient être intégrées progressivement, notamment la fiche familiale et le certificat de résidence, dans le but d'élargir continuellement l'offre numérique nationale.

Au-delà de la simplification administrative, cette plateforme constitue l'un des piliers de la stratégie nationale de numérisation visant à instaurer une administration moderne, efficace et transparente.

Le projet repose sur une infrastructure technologique de nouvelle génération comprenant des centres nationaux de données et le réseau sécurisé « IRIES », dédié à l'échange de données entre institutions publiques dans un environnement hautement protégé.

La ministre a également mis en avant l'importance du dispositif national de gouvernance des données, désormais doté d'un cadre juridique structuré permettant d'encadrer le tra-

itement des données considérées comme un actif stratégique de l'Etat.

Cette approche traduit la volonté des autorités de renforcer la souveraineté numérique nationale tout en garantissant la protection des données personnelles.

Parmi les innovations majeures introduites par cette plateforme figure l'identité numérique développée en coordination avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

Celle-ci permettra aux citoyens d'accéder de manière sécurisée aux différents services numériques grâce à un système d'authentification unifié.

Un portefeuille électronique numérique sera également mis à disposition afin de conserver et gérer les documents administratifs obtenus via la plateforme.

Pour les autorités, cette transformation numérique ne se limite pas à un simple chantier technologique.

Elle constitue un véritable levier de modernisation de l'administration publique et un outil destiné à rapprocher l'Etat du citoyen et de l'investisseur.

L'objectif affiché est clair : bâtir progressivement une administration sans papier, plus rapide, plus performante et davantage adaptée aux exigences du développement économique et social.

Avec « Dzair Digital Services », l'Algérie confirme ainsi son ambition de rejoindre les grandes dynamiques internationales de gouvernance numérique et de faire de la transformation digitale un moteur essentiel de son développement national.

JEUX D'ÉCHECS La 6^e édition de l'Open mémorial Abdelhamid- Khedim vendredi prochain à Oran



La 6^e édition du tournoi Open d'échecs mémorial Abdelhamid-Khedim se tiendra vendredi prochain à la Maison de jeunes Mokdad-Mohamed de Bir El-Djir à Oran, a-t-on appris mardi auprès des organisateurs.

Cette rencontre d'une journée, organisée par l'Association sportive "La Relève" d'Oran des échecs, en collaboration avec la Direction de la jeunesse et des sports d'Oran et la Fédération algérienne des échecs (FAE), réunira une soixantaine de joueurs et joueuses issus de plusieurs wilayas du pays. Le tournoi se déroulera selon le système suisse en neuf rondes, à la cadence de 10 minutes "finish" avec un ajout de cinq secondes par coup joué.

La direction technique de la compétition sera assurée par l'arbitre international Oukid Aymen El-Bachir, assisté de Bourdjerfa Adnane.

TENNIS

Les clubs Hydra et Bordj El Kiffan bousculent l'hierarchie du Tennis Algérien

De nouveaux pôles sont désormais dédiés aux meilleurs athlètes du tennis algérien. Le paysage tennistique connaît effectivement une mutation notable, marquée par l'ascension de deux clubs à Bordj El Kiffan ainsi qu'à Hydra, mettant ainsi un terme à la suprématie traditionnelle de l'entité verte.

Par F. Menad

Ces derniers se distinguent en effet comme de véritables viviers de jeunes talents, formant au passage l'ossature des sélections nationales, toute catégorie confondue, notamment grâce à une stratégie axée sur la formation, l'engagement des dirigeants et des staffs techniques qualifiés.

Il s'agit en effet des clubs de Bordj El Kiffan et d'Hydra qui bousculent la hiérarchie du tennis algérien en allant jusqu'à perferer l'hégémonie du Mouloudia, qui dominait la balle jaune nationale depuis plusieurs années. En accaparant plusieurs titres chez les garçons tout comme chez les filles, et particulièrement en jeunes catégories ou encore en seniors, la rivalité semble définir sa nouvelle émulsion et annonce d'ores et déjà un avenir conquérant au profit des clubs mentionnés.

Une illustration exemplaire dans la résilience et la



qualité de la formation dans cette discipline malgré des ressources limitées, pourtant, les clubs de Bordj El Kiffan et d'Hydra parviennent tout de même à accomplir un travail remarquable.

Leur capacité à détecter, former et transformer des licenciés en athlètes de haut niveau, capables de rivaliser avec les meilleurs, témoigne d'un encadrement technique dévoué et surtout pas-

sionné. La présence de ces athlètes dans les différentes catégories d'âge au sein des équipes nationales (des U14 jusqu'aux seniors) démontre la pérennité et la profondeur de leur vivier à l'instar de, Melissa Benamar, Makhoul Nazim et Kichou (seniors) ainsi que Houda Benamar et Ghoulou Nasser (U18), sans pour autant oublier Daoudi Nada, Abada Meriem et Abed Nael (U16)

et enfin Adem Ali Moussa Badache Mouad et Hmeurelain (U14). L'émergence des jeunes talents dans le tennis algérien semble en toute logique, s'orienter vers une structuration plus rigoureuse, matérialisée par une gestion adéquate et des intentions ambitieuses conformément à la politique nationale relative à la pratique sportive.

F Menad

PARA-POWERLIFTING / CHAMPIONNAT D'AFRIQUE 2026 Participation annoncée de 22 pays à Oran

Vingt-deux (22) pays sont annoncés pour prendre part au Championnat d'Afrique Open de para-powerlifting (messieurs et dames), qu'abritera la ville d'Oran du 21 au 24 mai prochains. Cette compétition réunira les meilleurs athlètes de la discipline issus d'Afrique, mais également d'Asie et d'Europe, a révélé mardi le président de la Fédération algérienne handisport (FAH), Sid Ahmed Elasri.

Outre l'Algérie, les pays participants sont : la Côte d'Ivoire, l'Égypte, l'Iran, l'Irak, l'Angola, le Togo, Bahreïn, le Nigeria, le Cameroun, la Guinée, l'Ouganda, le Kenya, le Malawi, la Zambie, la Libye, le Ghana, le Maroc, la Gambie, le Kazakhstan et la Grèce, tandis que le Liban a officiellement déclaré forfait.

Invité du Forum de la presse sportive, initié par l'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA), aux côtés du directeur technique national (DTN), Salim Boutebcha, le président de la FAH a indiqué que "23 pays avaient initialement confirmé leur participation. Certains ont déjà accompli les procédures d'entrée en Algérie et transmis leurs plans de vol, tandis que d'autres sont en train de finaliser ces démarches".

"Nous sommes prêts à accueillir les hôtes de l'Algérie dans les meilleures conditions. Nous voulons assurer un accueil optimal aux délégations étrangères. L'enjeu est double : réussir sur le plan organisationnel et confirmer la place de l'Algérie comme acteur majeur du sport paralympique africain", a déclaré M. Elasri, ajoutant que la fédération avait relevé le défi d'abriter cet événement afin de marquer son retour à l'organisation de compétitions internationales de cette envergure.

Le rendez-vous d'Oran réunira plus



de 100 athlètes, dont une cinquantaine de dames, en plus des officiels, arbitres internationaux et représentants de World Para Powerlifting.

La compétition se déroulera à la salle omnisports du complexe olympique "Miloud-Hadefi", tandis que le Village méditerranéen a été retenu pour l'hébergement des délégations.

Le président de la fédération a expliqué que les préparatifs étaient en voie d'achèvement sur plusieurs volets, précisant que les différentes commissions du comité d'organisation sont à pied d'œuvre depuis plusieurs mois afin de finaliser les derniers détails avant l'arrivée des délégations, prévue les 17 et 18 mai.

Outre la compétition prévue du 21 au 24 mai, la fédération a également programmé une formation au profit des arbitres algériens les 16 et 17 mai, alors que l'opération de classification des nouveaux athlètes se déroulera les

18 et 19 mai. La cérémonie d'ouverture est fixée au 21 mai, tandis que la clôture aura lieu le 24 du même mois.

Pour M. Sid Ahmed Elasri, ce Championnat d'Afrique constitue un événement sportif majeur qui offrira aux para-powerlifters de l'équipe nationale une opportunité d'évaluer leur niveau technique face au gotha africain de la discipline.

"C'est une compétition très importante que nous avons souhaité organiser afin de permettre à nos athlètes, notamment les plus jeunes, de se mesurer aux meilleurs de leurs catégories et de leurs poids. Nous avons choisi le Village méditerranéen d'Oran, qui offre toutes les commodités nécessaires à la réussite de cet événement", a souligné le président de la FAH.

De son côté, le directeur technique national, Salim Boutebcha, a indiqué que le sélectionneur national avait re-

tenu 17 garçons et 10 dames, dont plusieurs jeunes talents, pour représenter l'Algérie lors de ce rendez-vous continental.

"Puisque la compétition se déroule chez nous, nous avons voulu donner leur chance à un maximum d'athlètes, en plus de ceux dont le niveau n'est plus à démontrer. Le groupe a entamé son dernier stage de préparation le 5 mai et bénéficie d'une prise en charge adéquate. Vu le niveau technique très relevé des athlètes étrangers annoncés dans certaines catégories, nous n'avons pas voulu mettre trop de pression sur les épaules de nos jeunes sportifs. Cette compétition leur permettra de découvrir le haut niveau continental et d'avoir des repères pour progresser davantage", a expliqué le DTN.

La délégation algérienne sera conduite par le mondialiste et paralympien Hocine Bettir (-65 kg). Elle comptera également, entre autres, Sabrina Moussaoui (-45 kg), Radhouane Sedjerari (-65 kg) et Chems-Eddine Boudra (-49 kg).

Interrogé sur l'importance de réussir ce rendez-vous sur tous les plans, le président de la FAH a tenu, en premier lieu, à remercier le ministère des Sports pour son soutien multiforme, ainsi que le ministère des Transports, qui a mis à disposition des bus aménagés pour le transport des athlètes.

Il a également lancé un appel aux différents acteurs du mouvement sportif algérien afin d'accompagner la fédération dans cette organisation, notamment les médias, qu'il considère comme des partenaires essentiels à la réussite des événements sportifs organisés en Algérie.

APS

LIGUE 1 MOBILIS (PRIX DZ BEST) Abada (USMA) élu joueur de la saison 2025-2026

Le prix du meilleur joueur de la saison 2025-2026 du championnat de Ligue 1 "Mobilis" de football, a été décerné, lundi soir à Alger, au défenseur international de l'USM Alger, Achraf Abada, à l'issue de la deuxième édition du sondage "Dz Best", organisé par le journal électronique sportif "Dz Match".

Considéré comme la belle surprise de la saison, Abada (26 ans) s'est distingué lors de la Coupe arabe de la FIFA, disputée en décembre dernier au Qatar, avant d'honorer sa première convocation en équipe nationale en mars dernier, à l'occasion du stage effectué en Italie, ponctué par deux tests amicaux face au Guatemala (7-0) et à l'Uruguay (0-0). L'ancien joueur de l'ASO Chlef s'était même illustré en signant son premier but sous le maillot national face au Guatemala.

Abada a devancé, aux suffrages, le milieu défensif du MC Alger, Mohamed Benkhemassa, ainsi que le défenseur international de la JS Kabylie, Zinédine Belaid.

" D'abord, je tiens à remercier Dz Match pour cette initiative. Je suis honoré de recevoir cette distinction qui me va droit au cœur, grâce à la contri-



buton de mes coéquipiers", a réagi Abada, peu après avoir reçu son trophée des mains de l'ancien milieu international algérien Moussa Saïb.

Abada succède au palmarès de ce Prix, au capitaine et meneur de jeu du CS Constantine, Brahim Dib, sacré meilleur joueur lors de la première édition.

Le suffrage du sondage "Dz Best" a été effectué auprès de la presse écrite, sites électroniques, ainsi que les médias audiovisuels, publics et privés.

"Je ferai le déplacement avec mes coéquipiers au Caire pour les soutenir samedi face au Zamalek, en finale retour de la Coupe de la Confédération. C'est rageant de ne pas pouvoir les aider sur le terrain (il n'est pas qualifié, NDLR), mais je serai de tout cœur avec eux. J'espère qu'on rentrera avec le trophée en main", a-t-il ajouté.

TUNISIE L'EST met fin aux fonctions de l'entraîneur Patrice Beaumelle

L'Espérance de Tunis a annoncé, lundi soir, la fin de sa collaboration avec l'entraîneur français Patrice Beaumelle.

Le club de "Bab Souika" a précisé que Christian Braccioni assurera l'intérim jusqu'à la fin de la saison en cours.

Cette décision intervient au lendemain de la défaite de l'Espérance face au Club Africain (0-1), un revers qui a permis aux Clubistes de décrocher le titre de champion de Tunisie.

CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE Tottenham se contente d'un résultat nul (1-1) contre Leeds

Tottenham qui avait l'occasion de faire un pas décisif vers le maintien en Premier League, a dû se contenter d'un résultat nul (1-1) contre Leeds, un autre mal-classé au terme d'un match moyen, lundi en clôture de la 36e journée.

A deux journées de la fin les Londoniens (17e) comptent 38 points, à six longueurs de leur adversaire du soir (14e) qui lui s'est sauvé de la relégation dès la journée précédente, mais restent à portée de fusil de West Ham, premier reléguable (36 pts).

Si Rodon a failli ouvrir la marque pour les Peacocks sur une tête sauvée sur sa ligne par le gardien Antonin Kinsky (21e), ce sont surtout les Londoniens qui ont animé la première période avec une succession d'actions chaudes sur le but adverse.

Mathis Tel a été contré in extremis alors qu'il s'ouvrait le chemin du but (26e), puis une frappe rasante de Gallagher a été sauvée sur la ligne (32e).

Plus audacieux, les Londoniens ont été logiquement récompensés de leurs efforts au retour des vestiaires lorsque Mathis Tel a nettoyé la lucarne d'une superbe frappe enveloppée (50e).

Mais comme souvent cette saison, les Spurs se sont fait rejoindre sur une action anodine: Mathis Tel a tenté un retourné très osé dans sa propre surface et touché Ethan Ampadu, provoquant un penalty validé avec recours à la VAR puis transformé par Dominic Calvet-Lewin (74e, 1-1).

Dans une fin de match débridée, Tottenham malgré un Kolo Muani remuant n'a pas été en mesure d'assurer le succès qui lui aurait permis de se donner de l'air. A l'inverse, il s'est fait une grosse frayeur dans le temps additionnel lorsque la frappe de Sean Longstaffe a été déviée sur la barre par Kinsky (90e+8).

Les différents Prix décernés lors de la cérémonie "Dz Best"

- Prix spécial décerné à l'équipe nationale après sa qualification pour la Coupe du monde 2026 :
- Prix spécial décerné à l'USM Alger après sa qualification pour la finale de la Coupe de la Confédération
- Prix spécial décerné au trio arbitral : Ghrobal-Gourari-Zerhouni, retenu pour la Coupe du monde 2026
- Prix spécial décerné à l'ancien président de l'ES Sétif, Abdelhakim Serar
- Prix spécial décerné à l'USM Blida, promu en Ligue 2 amateur
- Prix spécial décerné à l'entraîneur Mourad Ouardi
- Prix "Abdelkader Ouadi dit Kadi" du meilleur public : MC Alger
- Prix "Mehdi Cerbah" du meilleur gardien : Oussama Benbot (USMA)
- Prix du meilleur joueur de Futsal : Walid Riache (CF El-Kseur)
- Prix "Rachid Mekhloufi" du meilleur joueur en Ligue 1 : Achraf Abada (USM Alger)

- Prix "Albert Ebossé" du meilleur joueur étranger en Algérie : le Camerounais Che Malone (USM Alger)
- Prix "Mahieddine Khalef" du meilleur entraîneur en Ligue 1 : Mounir Zeghdoud (ES Ben Aknoun) et Abdelkader Amrani (JS Saoura)
- Prix du meilleur entraîneur étranger en Ligue 1: le Sénégalais Lamine N'diaye (USM Alger)
- Prix du meilleur entraîneur algérien à l'étranger : Lakhdar Adjali (ex-Hafia Conakry - Guinée)
- Prix "Billel Benhamouda" du meilleur joueur espoir : Badis Bouamama (ES Ben Aknoun)
- Prix "Moh Chérif Hannachi" de la meilleure équipe : MC Alger
- Prix du meilleur joueur de la Ligue 2 (Centre-Est) : Siriman Konaté (US Chaouia)
- Prix du meilleur joueur de la Ligue 2 (Centre-Ouest) : Mustapha Bouchina (JS El-Biar)
- Prix de la meilleure joueuse : Khouloud Ourrani (CF Akbou).

MONDIAL-2026 L'Argentine, tenante du titre, dévoile une première liste

Le sélectionneur de l'Argentine, Lionel Scaloni, a dévoilé lundi une pré-liste élargie de 55 joueurs pour la Coupe du monde 2026, emmenée par Lionel Messi, qui pourrait disputer à 38 ans son sixième et dernier Mondial.

Championne du monde en titre après son sacre au Qatar en 2022 face à la France, l'Albiceleste abordera le tournoi parmi les grandes favorites, forte d'un effectif expérimenté qui a également remporté deux Copa América en quatre ans. Messi figure sans surprise dans cette première sélection annoncée par Scaloni.

L'attaquant de Inter Miami CF, considéré comme l'un des principaux artisans du titre

mondial décroché au Qatar, pourrait devenir le premier joueur argentin à participer à six Coupes du monde. Autour du capitaine albiceleste, l'ossature victorieuse de 2022 est largement maintenue.

Le gardien Emiliano Martinez, héros de la finale remportée contre la France lors de la séance des tirs au but, conserve son statut de numéro un. En défense, Cristian Romero, Lisandro Martinez et Nicolas Otamendi continuent de constituer l'ossature défensive de la sélection, tandis qu'au milieu de terrain Rodrigo De Paul, Enzo Fernandez et Alexis Mac Allister devraient rester les principaux animateurs du jeu argentin.

En attaque, la concurrence

reste ouverte autour de Lautaro Martinez et Julien Alvarez, tandis que plusieurs jeunes talents, dont Franco Mastantuono et Alejandro Garnacho, espèrent intégrer la liste finale des 26 joueurs.

La pré-liste comprend également plusieurs joueurs évoluant dans les championnats brésilien et français, dont l'attaquant José Manuel Lopez, dit Flaco Lopez, et le latéral Agustín Gay, ainsi que Gernimo Rulli, Leonardo Balerdi, Facundo Medina, Nicolas Tagliafico.

L'Argentine, qualifiée en dominant les éliminatoires sud-américains, évoluera dans le groupe J du Mondial 2026 aux côtés de l'Algérie, de l'Autriche et de la Jordanie.

CONVOCATORIA

ELIMINATORIAS MUNDIAL 2026

EMILIANO MARTÍNEZ	EXEQUIEL PALACIOS
WALTER BENÍTEZ	RODRIGO DE PAUL
GERÓNIMO RULLI	ALEXIS MAC ALLISTER
NAHUEL MOLINA	GIOVANI LO CELSO
GONZALO MONTIEL	ENZO BARRENECHEA
CRISTIAN ROMERO	THIAGO ALMADA
GERMÁN PEZZELLA	FACUNDO BUONANOTTE
LEONARDO BALERDI	NICOLÁS PAZ
NICOLÁS OTAMENDI	LIONEL MESSI
NEHUÉN PÉREZ	ALEJANDRO GARNACHO
LISANDRO MARTÍNEZ	NICOLÁS GONZÁLEZ
NICOLÁS TAGLIAFICO	JULIÁN ÁLVAREZ
ENZO FERNÁNDEZ	LAUTARO MARTÍNEZ
LEANDRO PAREDES	VALENTÍN CASTELLANOS

DT: LIONEL SCALONI

APS
KONAMI
BT
Corri Coffee
AMERICAN EXPRESS

CAN-2026 U17 La Coupe du monde en ligne de mire pour la sélection algérienne

La sélection algérienne des moins de 17 ans (U17), s'apprête à entrer dans le vif du sujet à l'occasion de la Coupe d'Afrique des nations CAN U17-2026, qui débute mercredi, et se poursuivra jusqu'au 2 juin prochain.

Un rendez-vous continental que les cadets algériens abordent avec de grandes ambitions, animés par l'espoir de décrocher l'un des billets qualificatifs pour la prochaine Coupe du monde 2026 de la catégorie, prévue du 19 novembre au 13 décembre prochains au Qatar.

Portée par une génération prometteuse, l'Algérie aspire surtout à retrouver le Mondial U17, une compétition qu'elle n'a disputée qu'une seule fois dans son histoire, en 2009 au Nigeria, quelques mois après avoir organisé la CAN de la catégorie à Alger.

Pour cette nouvelle aventure continentale, le sélectionneur national, Amine Ghimouz, a misé sur un groupe de 26 joueurs, marqué par la présence de plusieurs jeunes talents évoluant dans de prestigieux clubs européens. Parmi eux figurent notamment Yanis Messaoudi de l'AC Milan (Italie), Rayane Zidane du Bayer Leverkusen (Allemagne), ou encore la pépite Mahdi Maghlout de l'Inter Milan (Italie).

Les jeunes algériens ont validé leur qualification pour cette phase finale grâce à leur parcours réalisé lors du tournoi de l'Union nord-africaine (UNAF) disputé en Libye.

Les Algériens avaient notamment décroché leur billet après une précieuse victoire face à l'Egypte (1-0) lors de la dernière

journée, terminant à la deuxième place du classement avec sept points.

Le défi s'annonce toutefois de taille pour les "Verts", versés dans le groupe D en compagnie de deux anciens champions d'Afrique : le Sénégal (2023) et le Ghana (1995, 1999), sans oublier une solide équipe sud-africaine, quatrième en 2005 et deuxième en 2015. Un groupe particulièrement dense où chaque point vaudra son pesant d'or.

L'Algérie entamera son parcours mercredi face au Ghana (20h00), dans un choc qui donnera déjà le ton de cette compétition. Les cadets algériens enchaîneront contre l'Afrique du Sud le 17 mai à 17h00, avant de boucler la phase de poules face au Sénégal le 20 mai à 20h00, considéré comme l'un des favoris du tournoi.

Un total de 16 sélections qualifiées pour ce tour décrocheront automatiquement leur ticket pour la Coupe du monde U17. Deux places supplémentaires seront également attribuées à l'issue de matchs de barrage entre les équipes classées troisièmes de leur groupe.

En parallèle, les huit nations qualifiées pour ce tour décrocheront automatiquement leur ticket pour la Coupe du monde U17. Deux places supplémentaires seront également attribuées à l'issue de matchs de barrage entre les équipes classées troisièmes de leur groupe.



Voici par ailleurs le calendrier du groupe D

Mercredi 14 mai 2026 :
Sénégal - Afrique du Sud 17h00
Algérie - Ghana 20h00

Dimanche 17 mai 2026 :
Afrique du Sud - Algérie 17h00
Ghana - Sénégal 17h00

Mercredi 20 mai 2026 :
Sénégal - Algérie 20h00
Afrique du Sud - Ghana 20h00

La composition des groupes :
Groupe A : Maroc, Tunisie, Egypte, Ethiopie
Groupe B : Côte d'Ivoire, Cameroun, Ouganda, RD Congo
Groupe C : Mali, Angola, Tanzanie, Mozambique
Groupe D : Sénégal, Afrique du Sud, Algérie, Ghana.

Le palmarès avant le début de la 16e édition

Le palmarès de la Coupe d'Afrique des nations de football des moins de 17 ans (U17), avant le début de la 16e édition prévue du 13 mai au 2 juin 2026.

Année	Lieu	Vainqueur
1995	Mali	Ghana
1997	Botswana	Egypte
1999	Guinée	Ghana
2001	Seychelles	Nigeria
2003	Swaziland	Cameroun
2005	Gambie	Gambie
2007	Togo	Nigeria
2009	Algérie	Gambie
2011	Rwanda	Burkina Faso
2013	Maroc	Côte d'Ivoire
2015	Niger	Mali
2017	Gabon	Mali
2019	Tanzanie	Cameroun
2023	Algérie	Sénégal
2025	Maroc	Maroc.

MONDIAL-2026 Démission du sélectionneur de Curaçao

Le sélectionneur de Curaçao, le Néerlandais Fred Rutten, 63 ans, a démissionné de son poste, a annoncé lundi la Fédération curaçaienne de football (FFK) dans un communiqué, un mois tout juste avant le début de la Coupe du monde. Plus petit territoire jamais qualifié pour un Mondial, Curaçao est dans un groupe relevé avec l'Allemagne, la Côte d'Ivoire et l'Equateur. Ancien défenseur ayant entraîné notamment le PSV, Twente, Schalke 04 ou Anderlecht, Fred Rutten n'avait pris les rênes de l'équipe que quatre mois avant le Mondial, après le départ de Dick Advocaat, qui avait qualifié l'équipe mais avait choisi de quitter son poste pour s'occuper de sa fille malade. Toutefois, les matches de préparation en mars sous la direction de Rutten se sont soldés par deux défaites contre la Chine (0-2) et l'Australie (1-5). De ce fait, le sélectionneur "a choisi de démissionner afin de préserver la stabilité et de maintenir des relations professionnelles saines au sein de l'équipe et du staff", selon la FFK, qui évoque des "discussions constructives avec la direction de la fédération".



MONDIAL-2026 La FIFA met en place un panel d'experts chargé d'analyser les 104 matches



La Fédération internationale de football (FIFA) a dévoilé la composition d'un Groupe d'étude technique chargé d'analyser l'ensemble des 104 matches de la Coupe du Monde 2026, une première dans l'histoire du tournoi, avec l'ambition de fournir au public, aux équipes et aux joueurs les analyses et données de performance "les plus pointues" jamais produites durant un Mondial.

Placé sous la direction d'Arsène Wenger, directeur du développement



du football mondial à la FIFA, et piloté opérationnellement par l'ancien gardien suisse Pascal Zuberbühler et Tom Gardner, responsable de l'équipe Analyse des performances et tendances du football, ce panel réunira dix anciens internationaux et entraîneurs de renom: Otto Addo, Tobin Heath, Jurgen Klinsmann, Jayne Ludlow, Michael O'Neill, Gilberto Silva, Jon Dahl Tomasson, Paulo Wanchope, Aron Winter et Pablo Zabaleta. Basé entre Miami, Dallas et Manches-

ter, le groupe s'appuiera sur une équipe d'analystes, de spécialistes des données et d'ingénieurs capables de traiter en temps réel des milliers d'informations issues de six angles de caméra pour chaque rencontre.

La FIFA entend ainsi proposer, grâce à son service d'intelligence augmentée dans le football, des analyses enrichies de visuels en réalité augmentée et d'indicateurs tactiques inédits diffusés pendant et après les matches. "Le Groupe d'étude technique permet d'identifier les tendances du jeu, de préparer les générations futures aux évolutions du football et de contribuer à rendre ce sport plus passionnant", a déclaré M. Wenger, soulignant la volonté de conjuguer expertise technique et exploitation massive des données.

Pour la première fois, les supporters auront également accès en temps réel aux analyses du groupe via les réseaux sociaux et la chaîne YouTube du Centre de ressources techniques de la FIFA, où seront publiées les conclusions détaillées de ses travaux tout au long de la compétition. Le Groupe d'étude technique sera aussi chargé de désigner les lauréats des récompenses individuelles remises à l'issue du tournoi.



**ATLETICO
LE BARÇA, LA FIERTÉ
DE SIMEONE**

Impressionné par la victoire du FC Barcelone dans le Clásico (2-0) dimanche, Diego Simeone a encensé les Blaugrana. L'entraîneur de l'Atletico Madrid en a profité pour complimenter sa propre équipe, tombeuse du Barça en Coupe du Roi et en Ligue des Champions.

"On le répète depuis le début de la saison, le Barça est peut-être l'équipe qui pratique le meilleur football au monde. Leur sacre en Liga est totalement mérité du début à la fin. Et ils l'ont gagnée de la même manière la saison dernière avec une autorité incroyable. Félicitations à eux, ils pratiquent un jeu incroyable. Je regardais le match hier et je me disais : 'Waouh ! On a éliminé le Barça deux fois. Mon Dieu !'", s'est félicité l'Argentin.

REAL MADRID

ÇA SE PRÉCISE POUR MOURINHO !

José Mourinho pourrait bien revenir sur le banc du Real Madrid cet été. Selon la BBC et le journaliste réputé Guillem Balague, le "Special One" serait actuellement en négociations finales avec le club merengue pour prendre les rênes de l'équipe la saison prochaine. Le média britannique précise que le technicien de 63 ans est, à ce stade, le seul candidat avec lequel la Maison Blanche mène des discussions actives. De son côté, le journaliste Sacha Tavolieri affirme que tout est bouclé et que la Maison Blanche communiquera sur le sujet dès la semaine prochaine. Un calendrier qui correspond justement aux propos du coach de Benfica après le nul de lundi face à Braga.

ITALIE

RANIERI OUVRE LA PORTE

Libre depuis son départ de l'AS Rome où il occupait un rôle de conseiller, Claudio Ranieri n'écarte plus l'idée de prendre en charge la sélection italienne. Présent à Portofino pour le Prix Gianni Di Marzio, le technicien de 74 ans a reconnu être disponible si la Fédération italienne venait à le contacter pour succéder à Gennaro Gattuso, qui a démissionné après l'élimination de la Nazionale en barrage du Mondial face à la Bosnie-Herzégovine. "J'avais dit non parce que j'étais engagé avec la Roma et je ne pouvais pas avoir deux emplois en même temps. Maintenant, je suis libre, donc si on m'appelle... Il ne faut jamais dire jamais", a glissé l'Italien.

Selon la presse italienne, la fédération penserait à Ranieri dans un rôle différent de celui de sélectionneur. L'idée serait de l'associer à Massimiliano Allegri, actuellement en poste au Milan AC.

**BARCELONE
LEWANDOWSKI
ENTRETIENT LE
DOUTE**

Remplaçant lors du Clásico remporté par le FC Barcelone contre le Real Madrid (2-0), dimanche en Liga, Robert Lewandowski (37 ans, 43 matchs et 18 buts toutes compétitions cette saison) continue de s'interroger sur son avenir. En fin de contrat en juin, l'attaquant polonais n'exclut aucune possibilité pour la suite de sa carrière. "Je viens d'apprendre qu'il me reste 51 jours de contrat, donc j'ai encore le temps. (...) J'écouterai encore quelques offres et je déciderai ensuite", a expliqué le buteur blaugrana après la rencontre. Une chose reste certaine pour l'ancien Bavarois : malgré les interrogations autour de son futur, il n'a aucune intention de prendre sa retraite cet été.



**CHELSEA
XABI
ALONSO SUR
LE BANC ?**

Sans club depuis son départ du Real Madrid en janvier dernier, Xabi Alonso pourrait rebondir en Angleterre. L'entraîneur espagnol est en effet tout en haut de la liste de Chelsea, d'après The Athletic. Les Blues tenteraient d'attirer l'ancien milieu de terrain pour succéder à Liam Rosenior, limogé il y a un peu plus de deux semaines.

Le nom de Xabi Alonso est aussi évoqué du côté de Liverpool. Mais toujours d'après la même source, la direction des Reds aurait pour le moment l'intention de poursuivre avec Arne Slot. De son côté, Chelsea a aussi coché les noms d'Andoni Iraola (Bournemouth) et Marcos Silva (Fulham).

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Édité par la SARL
DK NEWS
Directeur général
Benzine Lamine
Gérant
Faygal Laouar
Directeur de rédaction et publication
Dif Abdelhamid

RÉDACTION ADMINISTRATION
« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger - TÉL : 028.05.33.32 »
FAX : 028.05.31.61 EMAIL : contact@dknews.dz - SITE : http://www.dknews.dz
PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger - TÉL : 028.05.33.32 **FAX : 028.05.31.61 / E-MAIL : contact@dknews.dz - IMPRESSION : S.I.A.**
Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 / FAX : 020.05.11.48 - 020.05.13.45 - 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz - agence.oran@anep.com.dz - agence.annaba@anep.com.dz - agence.ouargla@anep.com.dz - agence.constantine@anep.com.dz

FORUM DU GROUPE SPÉCIAL MÉDITERRANÉE À ROME

L'Algérie plaide pour le dialogue et la stabilité face aux turbulences géopolitiques

Dans un contexte international marqué par la multiplication des crises sécuritaires, des tensions géopolitiques et des conflits régionaux, l'Algérie a réaffirmé, depuis Rome, son attachement au dialogue, à la coopération internationale et aux solutions pacifiques comme seuls moyens durables de préserver la stabilité et la sécurité dans la région méditerranéenne et au Moyen-Orient.



Par **Abed Meghit**

À l'occasion des travaux du Forum du Groupe spécial Méditerranée organisé par l'Assemblée parlementaire de l'OTAN en coordination avec la Chambre italienne des députés, la délégation algérienne a porté un message axé sur la nécessité de privilégier les mécanismes de concertation politique et diplomatique face aux défis croissants qui secouent l'espace méditerranéen.

Cette rencontre internationale a réuni des parlementaires issus des pays membres de l'OTAN ainsi que des partenaires de la rive sud de la Méditerranée autour de plusieurs dossiers stratégiques liés à la sécurité régionale, aux évolutions géopolitiques dans le voisinage méridional et aux perspectives de coopération avec le continent africain.

Dans ce cadre, l'Algérie a mis en avant sa vision fondée sur le respect de la souveraineté des États, le règlement pacifique des différends et la promotion du développement global comme socle indispensable à toute stabilité durable.

Représentant le Conseil de la nation aux travaux de ce forum, le vice-président et chef de délégation, Miloud Hanafi, a insisté sur l'urgence de renforcer la coopération internationale afin de faire face aux crises qui fragilisent la région.

Selon lui, les défis sécuritaires, économiques et géopolitiques auxquels sont confrontés les pays

méditerranéens imposent une coordination accrue entre les États et les organisations internationales pour prévenir les tensions et consolider les conditions de coopération régionale. Il a mis en avant la volonté de l'Algérie de développer davantage ses relations avec l'Assemblée parlementaire de l'OTAN dans le cadre d'un partenariat reposant sur la concertation et l'échange d'expertises. Cette approche s'inscrit dans la stratégie diplomatique algérienne visant à promouvoir une sécurité collective équilibrée, loin des logiques d'ingérence et des politiques de confrontation. La question palestinienne a également occupé une place importante dans l'intervention de la délégation algérienne.

Miloud Hanafi a réaffirmé la position constante de l'Algérie en faveur du droit du peuple palestinien à l'établissement de son État indépendant et souverain. Il a souligné la nécessité de mettre fin à l'occupation des territoires palestiniens afin de parvenir à une paix juste et durable dans la région. Cette position a été présentée comme un élément

fondamental pour garantir la stabilité au Moyen-Orient et prévenir l'aggravation des tensions régionales.

Les membres de la délégation algérienne participant aux débats ont, pour leur part, exprimé leurs préoccupations face à un climat international de plus en plus instable.

Le président de la commission de la défense nationale, Nour El-Hadj, ainsi que le sénateur Ayoub Aouina, ont regretté la multiplication des conflits et des escalades militaires dans plusieurs régions du monde alors que les peuples aspirent davantage au développement économique, à la croissance et à la stabilité sociale.

Ils ont souligné que les dépenses consacrées aux guerres et aux tensions pourraient être orientées vers des projets de coopération, de développement et d'intégration régionale capables de répondre aux attentes des populations.

À travers cette participation active au Forum du Groupe spécial Méditerranée, l'Algérie confirme ainsi son engagement en faveur du dialogue multilatéral et de la recherche de solutions politiques aux crises internationales.

Dans un environnement régional en constante mutation, l'Algérie continue de défendre une approche équilibrée basée sur la coopération, la stabilité et le respect du droit international, consolidant ainsi son image de partenaire crédible et d'acteur influent dans les questions méditerranéennes et africaines.

ÉDITORIAL DKNEWS DU JOUR

Afrique : l'Algérie accélère sa stratégie d'intégration et s'impose comme locomotive économique régionale

L'Algérie poursuit méthodiquement sa reconquête de sa profondeur africaine avec une stratégie multidimensionnelle qui dépasse désormais le simple cadre diplomatique pour s'ancrer durablement dans une vision économique, commerciale et géostratégique de long terme.

En multipliant les initiatives destinées à renforcer les échanges avec les pays du continent, l'Algérie affirme clairement sa volonté de devenir un acteur incontournable de l'intégration africaine et un véritable hub régional capable de connecter l'Afrique du Nord à l'Afrique subsaharienne et à la façade atlantique.

Cette dynamique s'est particulièrement illustrée ces derniers mois à travers le lancement de nouvelles lignes aériennes et maritimes, la multiplication des forums économiques africains et l'organisation de salons dédiés à l'exportation des produits algériens vers les marchés africains.

La foire économique organisée récemment à Tindouf sous le slogan « Tindouf, porte d'entrée vers les pays d'Afrique de l'Ouest » a confirmé cette orientation stratégique.

Cet événement a mis en lumière les ambitions économiques de l'Algérie et sa détermination à transformer les régions frontalières du Sud en plateformes d'échanges continentales capables de soutenir la circulation des marchandises, des investissements et des opportunités commerciales.

Au cœur de cette vision figure une série de mégaprojets structurants destinés à consolider l'intégration régionale.

La Route transsaharienne, le projet de gazoduc Nigeria-Algérie, le déploiement de la fibre optique transcontinentale ainsi que l'autoroute reliant Tindouf à Zouerate en Mauritanie constituent aujourd'hui les piliers d'une nouvelle architecture économique africaine portée par l'Algérie.

Ce dernier projet, dont le coût dépasse le milliard de dollars, représente un tournant majeur dans les échanges terrestres entre l'Algérie et l'Afrique de l'Ouest.

Une fois achevée, cette infrastructure stratégique réduira considérablement les délais de transport entre l'Algérie et la Mauritanie, passant de près de douze jours à seulement trois ou quatre jours, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives pour les exportateurs et les opérateurs logistiques.

Au-delà des infrastructures, l'Algérie déploie également un dispositif financier ambitieux destiné à accompagner ses opérateurs économiques dans leur conquête des marchés africains.

Depuis 2023, le pays accélère son implantation bancaire dans plusieurs États subsahariens afin de sécuriser les transactions commerciales et d'offrir un soutien de proximité aux investisseurs algériens.

Les premières implantations réalisées en Mauritanie et au Sénégal à travers l'Algerian Bank of Senegal traduisent cette volonté de bâtir un réseau bancaire africain solide au service des intérêts économiques nationaux.

D'autres ouvertures sont déjà programmées, notamment au Niger d'ici à la fin de l'année 2026 ainsi qu'en Côte d'Ivoire.

Ces structures financières, portées par un consortium de banques publiques algériennes, jouent un rôle stratégique dans l'accompagnement des exportateurs.

Elles facilitent les opérations de paiement, apportent une assistance technique et fournissent aux hommes d'affaires algériens une meilleure connaissance des opportunités existantes dans les marchés africains.

Cette présence bancaire constitue également un levier important pour renforcer la confiance des partenaires économiques et fluidifier les échanges commerciaux dans une région où les difficultés liées aux transactions financières ont longtemps constitué un frein au développement des relations économiques.

Cette nouvelle orientation traduit une transformation profonde de la vision économique nationale impulsée depuis 2020.

L'Algérie ne se contente plus d'être un simple fournisseur énergétique ; elle ambitionne désormais de devenir un point de connexion incontournable entre les différentes économies africaines.

Grâce à sa position géographique stratégique, à ses capacités logistiques en développement et à ses investissements dans les infrastructures continentales, le pays se positionne progressivement comme un acteur central des échanges régionaux et un partenaire crédible dans la construction d'une Afrique économiquement intégrée.

Cette stratégie proactive reflète également une conviction forte des autorités algériennes : le développement durable et la stabilité du continent passent inévitablement par une intégration économique renforcée.

En misant sur les infrastructures, les échanges commerciaux, les réseaux financiers et la coopération régionale, l'Algérie cherche à bâtir une dynamique gagnant-gagnant capable de stimuler la croissance africaine tout en consolidant sa propre diversification économique.

Une démarche ambitieuse qui confirme le retour en force d'Alger sur la scène africaine et son engagement à jouer pleinement son rôle de locomotive du développement continental.

Abed M.

ALGÉRIE - OUGANDA

Représentant le président de la République, M. Nasri prend part à la cérémonie d'investiture du président ougandais

Représentant le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, a pris part, mardi à Kampala, à la cérémonie d'investiture du président ougandais, M. Yoweri Museveni, indique un communiqué du Conseil.

M. Nasri a participé à la cérémonie d'investiture du président ougandais réélu, en présence de plusieurs chefs d'Etat et de Gouvernement ainsi que

de leurs représentants. Réélu lors du scrutin présidentiel du 15 janvier dernier, le Président Yoweri Museveni a salué le président du Conseil de la nation, qui lui a transmis les félicitations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi que ses vœux de plein succès dans l'accomplissement de ses missions, conclut le communiqué.

APS